

la cause du peuple

le journal des luttes du peuple

N°44 - JUILLET 2020



**LES USINES FERMENT,
LA PÉRIODE
RÉVOLUTIONNAIRE
S'OUVRE !**

L'éditorial

Contre la crise du capitalisme, construisons le Front Uni Révolutionnaire !

Depuis le début du « déconfinement », nous avons vu le monde s'enfoncer dans une crise économique de grande ampleur. Celle-ci n'est pas due au covid. Ce serait même plutôt l'inverse ; le covid n'a pu se répandre que dans un monde s'enfonçant dans la crise. Et ce, alors que les contrecoups de la crise de 2008 se font encore sentir, et que les luttes des classes s'aiguisent dans le monde entier depuis plus de deux ans : l'hiver 2018-2019 en France, les insurrections à Haïti, au Chili, la violente lutte des classes en Bolivie, la révolte des prolétaires noirs aux USA... On ne parle là que des images les plus frappantes, des révoltes les plus violentes.

Au sein de l'Etat Français, la lutte s'aiguise également. Les capitalistes vont faire porter le poids de la crise aux masses populaires. Les plans de restructuration, comme dans la santé, se multiplient, avec à la clef des destructions d'emplois. Les usines ferment les

unes après les autres. A Renault Cleon, la surcharge de travail à l'atelier R9 a causé une tentative de suicide le mois dernier... et une grève de l'équipe. Car face à l'oppression, il y a la résistance. A Loomis, ce sont tous les ouvriers qui se mettent en grève.

Forte de l'expérience des Gilets Jaunes, des révoltes de banlieue et des grèves dures depuis 2016, la classe ouvrière n'entend pas se laisser faire. Les luttes se multiplient, comme à l'usine Luxfer de Clermont-Ferrand, comme dans les usines Airbus et Derichbourg, comme dans le nettoyage. La dignité des ouvriers, c'est la lutte, c'est le combat. C'est aussi contre les flics, impunis dans les quartiers. Les jeunes de notre classe s'organisent et font front, de jours comme de nuit, car ce n'est plus possible.

Pour se battre, il faut s'organiser. Et, pour les masses, le plus haut degré d'organisation, c'est le Front Uni Révolutionnaire, c'est le Front, guidée par une stratégie unifiée, organisant la violence révolutionnaire, menant les luttes dans les entreprises et dans les quartiers, utilisant tous les moyens pour l'agitation. Le Front Uni se met au service des masses populaires, synthétise les idées justes qui émergent des luttes et les transforme en outils de combat.

La crise va être dure pour tous et toutes. Il faut d'un côté organiser la solidarité populaire pour ne laisser personne sur le bord du chemin, et de l'autre organiser une lutte prolongée. Pour nous prolétaires, la période qui vient n'augure rien de bon. Mais pour changer le monde, c'est le moment idéal. Nous allons construire nos organisations dans le feu de la lutte des classes, dans le feu de la lutte des masses, qui ne demandent qu'à être organisées et à se révolter, à faire la révolution.

- le comité de rédaction de la Cause du Peuple



Sommaire

Luttes des classes

- ★ Tribune : une résistance quotidienne (p.3)
- ★ En Normandie, fermeture de l'usine Thales malgré les promesses... (p.4)
- ★ Caen : licencié pour avoir bu une bière, un éboueur se suicide (p.4-5)
- ★ Les soignants, le black-block et les maos de la Gauche Prolétarienne (p.5-6)

Actu

- ★ De Dijon au Havre, seule la classe ouvrière peut détruire la mafia ! (p.7)
- ★ Hommage à Maurice Rajsfus, militant infatigable contre les violences policières (p.7-8)

Violences policières / Racisme

- ★ Zineb Redouane : l'enquête tente de tordre la réalité (p.8)
- ★ Justice pour Mohamed ! (p.9)
- ★ Les grandes entreprises hypocrites prétendent lutter contre le racisme (p.10)

Front Uni

- ★ Charité humanitaire ou solidarité populaire ? (p.11-12)
- ★ Multiples actions des Jeunes Révolutionnaires pour la libération de Georges Abdallah (p.12)

International

- ★ Hasan Atas, de la TIKKO, est tombé en Turquie (p.13)
- ★ L'armée française parle de guerre symétrique dans la prochaine décennie (p.13-14)
- ★ États-Unis : une révolte prolétarienne et antiraciste (p.14-15)
- ★ Le prolétariat brésilien (p.15-19)
- ★ Depuis l'accord USA-Talibans : la redivision impérialiste de l'Asie du Sud (p.20-24)



Tribune : Une résistance quotidienne



Cet article est un témoignage envoyé par un camarade, concernant la résistance quotidienne, la lutte des classes dans les petits gestes inconscients du prolétariat. Nous avons décidé de le publier.

Nous pouvons régulièrement lire ou entendre, au travail en particulier, des choses comme “les gens sont trop bêtes, ce sont des moutons”, “je vous suivrais si jamais les autres se bougeaient”, ou encore “de toute façon, c’est désespéré”. Pourtant, les masses montrent au quotidien une résistance infatigable, sans quoi beaucoup de choses qui nous semblent “naturelles” ne le seraient plus.

Souvent, on entend des syndicalistes, généralement embauchés, parler des intérimaires avec ce type de discours : “les interimaire ne veulent pas se bouger”, “ils prennent leur argent, cassent les grèves, et on les voit jamais”. Pourtant, dans cette résistance quotidienne, les intérimaires sont en première ligne.

Je me souviens de plusieurs exemples ; une jeune femme menaçant de foutre en l’air les étagères de clopes électroniques en cas de non-reconduction du contrat,

suivie par ses collègues. Ou encore, les livreurs micro-entrepreneurs ayant reçu un préavis de fin de contrat commercial (ce qui revient à se faire virer) voler systématiquement toutes les commandes. Dans mon usine, un cadre nous a carrément raconté, lors de la liquidation d’une équipe de nuit, la violence de la réaction : destruction de pièces, besoins réalisés à même la production, sabotage.... plusieurs jours de production ont été perdus. Dans une autre usine où j’ai pu travailler, un petit chef particulièrement con s’était fait casser la gueule un soir, après le boulot. Il y avait visiblement un lien avec les jeunes excédés par les cadences et les braillements dudit personnage.

Cette résistance existe partout, dans tous les domaines. Mauvaise volonté et refus de se plier aux règles, fraude, refus de “balancer”, refus de lâcher cinq minutes au patron... on retrouve aussi cette volonté de regagner son temps dans les petites choses du travail : temps gratté entre deux pièces, chantier volontairement allongé... je me souviens même de collègues faisant leur sieste

sur le temps de travail dans l’utilitaire de l’entreprise.

C’est cela qu’il faut comprendre. La résistance ouvrière existe. Elle n’est pas consciente. Elle ne parvient pas à s’abaisser au niveau des revendications de pourcentage syndicaux, mais pour autant, elle est là. Il ne faut pas partir de rien, puis rassembler pacifiquement, et “mécaniquement”, faire augmenter le niveau de conflictualité. C’est cette résistance quotidienne qui a, d’un coup, explosé le 27 octobre 2005 à Clichy-sous-Bois, ou bien le 17 novembre 2018. C’est cette résistance individuelle qui se mue en résistance collective, qui a fait mai 68.

Les communistes ne doivent pas “inventer” des méthodes de lutte. Ils doivent les organiser, les systématiser, les rendre collectives, faisant éclater tout leur potentiel. Pour un communiste, il est bien plus utile de comprendre pourquoi les travailleurs ruraux refusent les 80km/h, pour tenter de gagner 5 petites minutes de temps, plutôt que de connaître les coefficients de grille de salaire. La classe ouvrière lutte, la classe ouvrière cherche son Parti !

En Normandie, fermeture de l'usine Thales malgré les promesses...



Depuis le rachat de Gemalto (maintenant Thales DIS), fabriquant de cartes Sim, il y a un an par Thales, des employés des différents sites de productions sont menacés d'être virés. Cela concerne notamment le site de Pont-Audemer dans l'Eure où après le rachat il était question de se débarrasser de 150 employés, employés souvent expérimentés qui y sont pour la plupart depuis plus de 20 ans. Suite à la

mobilisation des employés lors du rachat, Thales DIS avait promis de ne toucher à rien pendant 1 an. Depuis peu on a appris que ce sont probablement les près de 330 employés de l'usine de Pont-Audemer qui sont menacés par la fermeture totale du site. Aucune discussion autour d'une potentielle reprise d'activité n'a lieu pour l'instant selon les principaux syndicats présents sur place qui accusent

l'hypocrisie du groupe Thales qui ferme le site de production en France alors que le gouvernement, pourtant actionnaire majoritaire du groupe, invite les sociétés à prioriser l'emploi sur le sol Français.

La visite sur l'usine du DRH de Thales DIS a été annoncée pour le Jeudi 25 Juin, visite vue comme l'annonce de la fermeture de l'usine et la destruction d'environ 330 emplois par les employés. Usine dans laquelle les employés de l'entreprise de nettoyage Onet ont effectué le matin du Mardi 23 Juin une grève pour dénoncer leurs conditions de travail et le déplacement de force de leurs congés suite à l'épidémie de COVID-19 alors qu'ils ont nettoyés non-stop l'usine pendant le « confinement » et que l'outil de production tournait toujours avec un personnel réduit mais une pression plus présente que jamais.

Les syndicats appellent à une manifestation dont la date est toujours en discussion dans la ville de Pont-Audemer, afin de sensibiliser les habitants sur le risque de la fermeture de l'usine Thales DIS pour la ville, ses habitants et les travailleurs du site.

Caen : licencié pour avoir bu une bière, un éboueur se suicide

Un éboueur de 46 ans s'est donné la mort vendredi 6 juin à Caen en Normandie. L'homme travaillait à la collecte des déchets depuis 26 ans au sein de la société COVED. Le quadragénaire a reçu jeudi une lettre de licenciement pour faute grave. La raison : il a accepté avec son collègue une bière offerte par un riverain afin de les remercier du travail accompli pendant tout le confinement. Le vendredi au petit matin « il a revêtu sa tenue de travail et s'est donné la mort dans le garage de ses parents, la lettre de licenciement à ses pieds. » a déclaré Yannick Martin, élu CGT à la COVED.

On observe avec ce dramatique événement toute l'hypocrisie mise en place par la bourgeoisie et le gouvernement. Ils ont d'abord glorifié les travailleurs qui, sans relâche, ont continué de faire tourner le pays pendant cette crise du coronavirus. Mais les récompenses ne sont jamais venues, seulement quelques mots, au mieux des médailles...

Et très vite le patronat a repris ses bonnes vieilles habitudes, et sans même offrir une prime aux éboueurs a recommencé à sanctionner tous ceux qui ne rentrent pas dans le rang.

Encore une fois, un ouvrier est mort à cause de la prédation capitaliste.

En effet, les travailleurs sont constamment traqués, surveillés et sanctionnés à la moindre erreur qui pourrait nuire aux profits des bourgeois.

Comme d'habitude, la direction de l'entreprise COVED « ne souhaite pas commenter ». La bourgeoisie peut donc aujourd'hui décider de la vie ou de la mort de ses salariés en les licenciant et en les plongeant directement dans la misère. Pour eux, les vies des ouvriers ne valent

rien et les profits valent tout.

Pour sortir de cette impasse, la classe ouvrière doit organiser la solidarité populaire à la base contre la répression patronale et les licenciements. C'est seulement grâce à un parti solide et à de larges organisations de masses populaires que les travailleurs pourront améliorer leurs conditions de vie en marchant vers le communisme.



Les soignants, le black-block et les maos de la Gauche Prolétarienne

Le 16 juin dernier a eu lieu une grande manifestation du personnel soignant, réclamant, globalement, des moyens pour l'Hôpital Public. Le personnel était très nombreux à manifester, avec un durcissement de plus en plus important d'une lutte où la grève n'est pas forcément l'arme la plus efficace. L'Hôpital Public subit en effet de nombreuses coupes, touchant les prolétaires n'ayant pas les moyens de se soigner dans le privé, et mettant sous pression le personnel.

A Paris, lors de cette manifestation, ont eu lieu de nombreux affrontements, avec l'arrestation particulièrement médiatisée d'une infirmière, interviewée par Taha Bouhafs. Les débats ont fait rage à propos du "black bloc" et de l'opportunité de venir se battre "à la place" des soignants dans un défilé. D'autres rétorquent que les affrontements ont impliqué les soignants eux mêmes et que la colère était forte.

Si il y a débat sur la légitimité du "bloc", il n'y a pas de débat sur la tactique, et encore moins sur la stratégie. La stratégie, c'est le moyen d'arriver au but, donnant une ordre d'idée général. Et ça, il n'y en a pas. Le problème n'est pas l'affrontement violent. Des soignants (une minorité, certes) y ont participé. Là n'est pas la question.

La stratégie des militants est globalement déjà discutée et se divise en deux camps. Les militants libertaires formant un bloc, se substituant aux soignants, ne les aident pas. Il s'agit d'une impasse. D'autres rejoignent les syndicats et pensent y créer une ligne "dure" et "démocratique", et rejettent absolument l'action violente et



minoritaire, même quand la colère est largement partagée. C'est une autre impasse, un sorte de crétinisme n'apportant rien depuis au moins la seconde guerre mondiale.

Il y a bientôt 50 ans, la Gauche Prolétarienne s'implantait dans les usines en y envoyant des militants, parfois ouvriers, parfois étudiants. A Renault Billancourt, où l'implantation fût un succès, les "maos" ont écrit un long résumé, en 25 "règles de travail", de leur expérience. Ce sont des règles tirées "dans notre pratique, pas dans les bouquins". Un passage est particulièrement éclairant :

" Toute attitude consistant à mépriser ces actions sous prétexte qu'elles sont « arriérées » ou tactiquement inopportunes doit être bannie.

Exemple 1 : LE METRO.

L'idée de la forme de lutte à employer dans la campagne du métro de février-mars 70 n'est pas tombée du ciel.

Des petits groupes de travailleurs passaient déjà régulièrement sans payer à la sortie de l'équipe du soir. Un soir, en mai 69, des flics avaient essayé de piquer l'un de ces resquilleurs.

Il s'était accroché à la rampe en appelant au secours ! La masse des gars sur le quai avait commencé à gueuler et à avancer sur les flics qui s'étaient rapidement esquivés en lâchant le gars.

C'est en partant de cette expérience des masses qu'on a discuté dans les ateliers et

Lutte de classe

qu'on a décidé la forme de lutte à employer contre la hausse des prix du métro : se grouper en masse à la sortie de l'usine pour passer sans payer, se préparer à chasser les flics éventuels.

Exemple 2 : L'IDEE PREMIERE DU GROUPE OUVRIER ANTI-FLIC.

Au Département 49, un travailleur avait foutu sur la gueule devant la porte de l'usine à un régleur particulièrement fayot et flic, et avait été sanctionné.

Comme il avait opéré seul, sans mobiliser son atelier, personne ne l'avait soutenu, mais tout le monde était d'accord que le régleur était un salaud.

Les copains n'ont pas dit : « C'est une connerie, il aurait fallu faire ceci ou cela ! » Au contraire, ils ont fait un tract où ils disaient : « C'était bien, mais ça pourrait être encore mieux, en frappant plus fort, en s'organisant avec des copains pour le faire sans risque de sanctions, en mobilisant les travailleur·s dans l'atelier » et lançaient une campagne contre les régleurs fayots.

Ce tract, pour montrer son sérieux, a été diffusé clandestinement. Pour faire passer l'idée que n'importe quel groupe de copains pouvait s'organiser contre les chefs et régleurs flics, il était signé GOAF. C'est de ce petit rien qu'est née l'idée de la milice ouvrière à Renault.

Il faut donc toujours être attentif à toutes les actions que font les masses; c'est là que l'on doit puiser nos idées.

C'est dans les grèves sauvages que l'on peut comprendre comment se débrouiller sans les syndicats et que l'on voit ce que les gars pensent réellement.

Mais il faut même prêter attention aux actions individuelles de révolte. Elles reflètent le plus souvent l'état d'esprit général, par exemple les sabotages, mais surtout les actions de gars qui cassent tout seul la gueule à leur chef, à un gardien ou à un délégué."

C'est en appliquant cette règle dans notre travail que l'on peut inventer de nouvelles idées, de nouvelles formes de lutte et

d'organisation qui servent la Révolution dans les conditions actuelles.

Les libertaires et les membres du bloc, avec tout le courage du monde, n'appuient pas l'initiative des masses, ne libèrent pas la créativité et la lutte des masses. Ils tentent de "forcer" le passage d'une situation à une autre, par l'action directe, pensant être une allumette. C'est finalement la théorie de la "propagande par le fait", qui n'a jamais fonctionné nul part.

La lecture de ce document donne certaines perspectives, sans être parfaite. L'important, c'est de comprendre : les masses veulent être organisées, veulent se battre. Ceux qui ne veulent pas organiser les masses par peur de "l'autoritarisme" s'y substituent. D'autres veulent les organiser, refusant le principe d'avant garde, et s'écroulent dans une pseudo "accumulation pacifique des forces". Il n'y a rien à tirer de tout ça. La Cause du Peuple, elle, scrute les idées justes venant de la mobilisation et cherchera, par tous les moyens, à les généraliser.

LE JOURNAL DES LUTTES DU PEUPLE ...

EN LIGNE !



WWW.CAUSEDUPEUPLE.INFO

De Dijon au Havre : seule la classe ouvrière peut détruire la mafia !

A Dijon, un affrontement entre groupes, armes à la main, et un assassinat au Havre. Les deux actualités s'entrechoquent : des deux côtés, on trouve l'emprise de groupes mafieux. La police ne peut ou ne veut rien faire, suivant les cas.

Les groupes mafieux sont liés au capitalisme, et donc à la classe ouvrière. Il faut des dockers pour faire transiter la drogue, des travailleurs pour la livrer, pour la produire ou la faire circuler. Mais il faut aussi une implantation dans les masses, pour assurer les activités quotidiennes.

Or, le manque de perspectives pousse à la vente de drogues, souvent du simple shit pour boucler les fins de mois ou se faire un peu plaisir, généralement en plus d'un taf d'intérimaire ou même un temps plein. Les mafias sont donc implantés dans les masses grâce aux réseaux de distribution, alors qu'elles en sont l'ennemie, en vendant la mort et en répandant une violence cannibale au sein même du peuple.

Face à la mort d'un syndicaliste, assassiné probablement pour ses activités anti-drogue au sein du port du Havre, la CGT a décrété une grève générale de 24h et des manifestations pour lui rendre



hommage. C'est une très bonne chose, montrant que les ouvriers, en particuliers dans les ports, essentiels au trafic, peuvent agir par eux même.

Malheureusement, seul une action consciente et résolue pourra réellement faire barrage aux mafias. La CGT des ports et docks est une puissante institution, avec une force de frappe et un taux de syndicalisation énorme dans son secteur. Mais les revendications s'arrêtent à réclamer une réelle action de l'état : or, l'État est

impliqué dans le trafic et la corruption. Les mairies des villes portuaires, comme Marseille, sont souvent les plus corrompues. Bref, ça ne suffira pas.

Il faut donc que la classe ouvrière s'organise pour lutter contre les mafias, mais aussi s'organise pour des perspectives sociales suffisantes : la révolution et le socialisme, seul projet à même de faire barrage à la violence des mafias.



Hommage à Maurice Rajsfus, militant infatigable contre les violences policières

Maurice Rajsfus s'en est allé ce samedi 13 juin 2020. Il est décédé à l'âge de 92 ans après six semaines de maladie. Il aura passé sa vie à lutter contre les violences policières.

Maurice Rajsfus a compris très jeune ce qu'est la violence policière. À l'âge de 14 ans, lui, sa sœur et leurs parents, des juifs polonais immigrés en France, sont arrêtés par la police de l'État français au cours de la rafle du Vélodrome d'Hiver. Avec sa sœur, ils survivront tous les deux, mais leurs parents ne reviendront jamais des camps de la mort. Comble de l'horreur : le policier qui les a arrêté était un voisin de palier de la famille, que Maurice a réussi à retrouver en 1988 pour lui demander pourquoi il a accepté d'agir ainsi.



Ce dernier lui a simplement répondu « ça ne m'intéresse pas » illustrant l'absence de remords généralisée chez les dizaines de milliers de policiers qui ont commis d'horribles crimes sous le nazisme, lors de la guerre d'Algérie, ou encore ces dernières décennies dans les banlieues. Cela se traduit bien dans les propos de Maurice Rajsfus lorsqu'il parle des policiers : « Ils ont volé des années de vie à mes parents. Tous ont participé aux rafles quand ils étaient requis. Pratiquement

pas un seul n'a démissionné. Si la police française ne s'était pas mise aux ordres, jamais il n'y aurait eu autant de dégâts. »

Suite à sa déportation, Maurice a commencé un combat contre les violences policières. Il a passé des décennies à mener des combats aux côtés de ceux qui, comme lui, ont perdu des proches à cause de la police. En 1994, il a fondé l'observatoire des libertés publiques afin de recenser les violences policières. En

2014, alors qu'il est déjà âgé, il met fin à vingt années de recensement de ces violences après avoir traité plus de 6000 cas.

Maurice Rajsfus nous a quitté, mais ses combats contre les violences policières, ses travaux de recensement et d'analyse qui démontrent que, loin d'être marginales, les violences policières sont une réalité quotidienne, resteront. Maurice Rajsfus est décédé, mais ses combats continuent plus que jamais.

Zineb Redouane : l'enquête tente de tordre la réalité

Le 1er décembre 2018, Zineb Redouane était touchée, à son balcon, par une grenade lacrymogène, lors d'affrontements entre policiers et habitants de son quartier de Noailles, rejoints par la manifestation des Gilets Jaunes. Elle est morte à l'hôpital le 2 décembre à l'hôpital.

Comme d'habitude, l'enquête tente de disculper la police. La grenade, selon le rapport balistique sorti aujourd'hui, a été tirée dans les règles. Juridiquement, les policiers sont dans les règles. De plus, le 28 août 2019, Christophe Castaner af-

firme sur BFM TV que Zineb Redouane est décédée des suites d'un choc opératoire, c'est à dire à cause de l'opération.

D'abord, cela veut dire que les policiers ont légalement le droit de tuer une personne totalement en dehors du champ de leur action, sans qu'il ne se passe rien. Ils ont donc le droit à des "dommages collatéraux", et, selon la justice bourgeoise, c'est normal.

Mais surtout, c'est une torsion invraisemblable de la réalité. Comment peut-on

prétendre qu'un décès à l'hôpital n'est pas dû à ce qui a envoyé la personne à l'hôpital ? C'est ridicule et absurde. Il est évident que, sans cette blessure, Zineb Redouane aurait vécu. Elle est donc morte à cause de cette grenade, et rien d'autre.

Les ministres eux même n'hésitent plus à mentir ouvertement, sur des faits pourtant connus de tous, sans aucune once de remord, témoignant de la décadence totale de la bourgeoisie comme classe dirigeante.



Justice pour Mohamed !



Ce lundi 6 juillet, date à laquelle, en 2009, Mohamed a été assassiné par la police du Chambon-Feugerolles, une marche en hommage à ce dernier était organisée par la famille Benmouna à Firminy, en banlieue de Saint-Étienne.

Suite à une prise de parole de la mère de Mohamed devant « le grand H » (surnom du quartier où vivaient Mohamed et sa famille lors des faits), qui rappelait une fois de plus sa volonté de ne pas lâcher le combat pour obtenir justice et vérité pour Mohamed, la destination de la manifestation nous fut indiquée. La marche partait du quartier de Firminy-vert pour arriver au commissariat de la ville voisine, où Mohamed a injustement été assassiné par la police française le 06.07.2009.

La cellule des Jeunes Révolutionnaires de Saint-Étienne avait déjà pris contact avec la famille depuis plusieurs semaines et avait pu créer tracts et affiches pour diffuser l'information et soutenir l'initiative de la famille. De plus, une banderole a été réalisée, qui a justement été utilisée lors de la marche.

Lors de la manifestation, une centaine de personnes déterminées ont parcouru

les 6km séparant les deux villes. Cette marche hautement symbolique se déroula donc dans le calme à la demande de la famille, mais résonna néanmoins de slogans revendicateurs appelant à la fin de l'institution raciste qu'est aujourd'hui la police et à la mise en place d'une réelle justice.



Une fois arrivés devant le commissariat du Chambon-Feugerolles, un dernier discours de remerciement et un appel à ne pas lâcher le combat fut livré par la mère de Mohamed avant un lâcher de ballons recouverts de slogans sur les marches du commissariat.

Notons également qu'une fois de plus, la

police nationale ne sut pas faire preuve d'un minimum de dignité et de respect. D'abord par la présence de la BAC en civil, avec leur brassards police à la main à moins de 100m du commissariat, qui se permirent de rigoler et discuter entre eux pendant la minute de silence pour Mohamed, mais aussi par le décrochage quasi immédiat de la banderole, accrochée aux grilles du commissariat (alors même que ce commissariat n'est plus en fonction depuis plusieurs années).

Le fait que la police fasse de la provocation lors d'une manifestation calme et pacifiste illustre parfaitement à quel point l'institution policière est une institution raciste, toujours présente pour réprimer toute velléité de révolte, présente quotidiennement dans les quartiers prolétariens, en banlieue des grandes villes, pour humilier au quotidien les gens qui y vivent.

La manifestation s'est finalement dispersée tranquillement sous les coups de 20h, dans une atmosphère de tristesse mais également de combativité et de détermination.

Les grandes entreprises hypocrites prétendent lutter contre le racisme

Depuis la mort de George Floyd, tué par la police raciste à Minneapolis, dans le Minnesota, un immense mouvement populaire a émergé aux quatre coins du Monde pour protester contre le racisme et les violences policières. Dans le sillage de ce mouvement, de nombreuses multinationales essayent de s'acheter une conscience et prétendent soutenir les protestataires. Ce n'est que de l'hypocrisie.

Nike, Adidas, Twitter, Netflix, Instagram, Uber, Google, Facebook, McDonald's, Burger King etc. Des tas de multinationales ont affirmé sur les réseaux sociaux leur soutien au mouvement Black Lives Matter. Ces entreprises, qui prétendent dénoncer le racisme, ne sont en réalité que des hypocrites. En effet, elles sont la pierre angulaire du système capitaliste-impérialiste, un système raciste qui repose sur l'exploitation du prolétariat et sur l'assujettissement des pays dominés par les pays impérialistes.

Dans de nombreux pays impérialistes, le cœur du prolétariat est composé des populations immigrées ou descendantes d'esclaves. Ainsi, aux États-Unis, les noirs et les latinos sont sur représentés parmi les prolétaires, et ils occupent bien souvent des emplois précaires, mal payés, dans des conditions difficiles. Au sein de l'État français, des millions d'immigrés ou descendants d'immigrés d'Afrique du Nord et d'Afrique Subsaharienne occupent des emplois précaires, mal rémunérés, et souvent non déclarés. Ainsi, au sein de l'État français, comme aux États-Unis, et comme dans de nombreux autres pays, les grandes entreprises capitalistes bénéficient d'une main d'œuvre sur-exploitée, en situation de vulnérabilité. Ces entreprises n'ont aucun intérêt à l'abolition du racisme, car ce sont les structures racistes de la société qui font que les prolétaires noirs ou arabes sont encore plus exploités, encore plus précaires, encore plus vulnérables que les prolétaires blancs. Et les capitalistes, afin de maximiser les profits, auront toujours besoin d'une main d'œuvre sur-exploitée. Parfois, ces divisions au sein du prolétariat entre les prolétaires blancs et les prolétaires non blancs sont mêmes utilisées consciemment par la bourgeoisie afin d'empêcher les exploités de s'unir contre

la domination de la classe capitaliste, c'est par exemple ce que fait le Rassemblement National de Marine Le Pen en opposant les prolétaires français aux prolétaires immigrés. Le but de la manœuvre est clair : que les prolétaires s'opposent entre eux plutôt que de s'unir contre le patronat.

À l'échelle internationale, les grandes entreprises renforcent également les structures racistes en délocalisant bien souvent leur production dans des pays dominés afin d'exploiter une main d'œuvre précaire, ne bénéficiant pas de protection sociale. Ainsi, Nike et Adidas peuvent prétendre soutenir les revendications des noirs états-uniens, mais en délocalisant leur production en Inde, au Bangladesh, en Éthiopie et dans d'autres pays dominés, ils exploitent de manière raciste une main d'œuvre non blanche pour maximiser les profits.

Par ailleurs, la manœuvre consistant à prétendre soutenir les noirs états-uniens face au racisme relève également d'une stratégie commerciale : ces entreprises ne veulent pas perdre une éventuelle clientèle noire. Ainsi, lorsqu'une seule de ces entreprises essaye de faire le buzz avec un #BlackLivesMatter ou en postant une photo noire sur les réseaux sociaux, les autres entreprises suivent immédiatement car elles s'inscrivent dans une cynique démarche concurrentielle et ne veulent pas se voir reprocher leur silence, ce qui pourrait leur faire perdre de la clientèle. Il s'agit ainsi bien plus d'une stratégie marketing que d'un réel soutien à la lutte antiraciste. Là dessus, la palme de l'hypocrisie et du cynisme revient à Uber Eats qui lance une campagne visant à rendre gratuits les frais de livraison des restaurants tenus par des noirs aux États-Unis et au Canada. Le but de la manœuvre ? Maximiser le nombre de commandes, gagner de nouveaux

✦ Pinned Tweet



Instagram @instagram · Jun 7

We stand against racism in all its forms. We stand in solidarity with the Black community.

Real change comes through action. Here are some resources from Black creators and Black-led orgs on how we can all fight for racial justice.

[instagram.com/instagram/guid...](https://www.instagram.com/instagram/guid...)

WE STAND AGAINST RACISM IN ALL ITS FORMS. WE STAND IN SOLIDARITY WITH THE BLACK COMMUNITY.

REAL, MEANINGFUL CHANGE COMES THROUGH ACTION. HERE ARE SOME RESOURCES FROM BLACK CREATORS AND BLACK-LED ORGANIZATIONS ON HOW WE CAN ALL FIGHT FOR RACIAL JUSTICE - TODAY AND EVERY DAY.

clients en prenant notamment des parts de marché aux concurrents comme Deliveroo ou Just Eat. Alors que depuis des années, Uber bénéficie directement de la précarité dans laquelle sont de nombreuses personnes non blanches afin de les exploiter, ils prétendent aujourd'hui lutter contre le racisme en favorisant la minorité de capitalistes non blancs. Mais ce ne sont certainement pas les patrons noirs de restaurants qui subissent les violences policières et la violence sociale quotidienne du racisme, non, ce sont bien plus les chauffeurs et livreurs précaires qui pédalent chaque soir des dizaines de kilomètres pour livrer des repas. Au sein de l'État français, il suffit de se balader le soir dans le centre d'une grande ville pour constater que la plupart des livreurs Uber Eats ne sont pas des blancs. Nombre d'entre eux n'ont même pas de papiers et sont contraints de louer un compte pour pouvoir travailler, ils se voient ainsi ponctionner une partie de leurs revenus par Uber Eats et une autre partie par des escrocs qui profitent de leur situation de précarité. Tout ça, Uber Eats le sait très bien mais ne fait rien pour lutter contre, car avoir une main d'œuvre précaire et vulnérable leur donne des atouts pour faire du chantage à l'emploi.

Face à ce cynisme des grandes entreprises qui essayent de récupérer la lutte antiraciste pour leurs profits, il s'agit d'opposer une réelle ligne antiraciste prolétarienne, car la lutte antiraciste est indissociable de la lutte des classes !



Charité humanitaire ou solidarité populaire ?

Existe-t-il une différence fondamentale entre une organisation révolutionnaire qui crée un réseau de solidarité alimentaire dans un quartier prolétarien et une organisation humanitaire qui distribue des produits de première nécessité dans le même quartier ? Oui, il existe bien une différence importante : là où la première organise la solidarité populaire sur des bases de classe en assumant un discours révolutionnaire, la seconde se contente de faire de l'humanitaire, de la charité sans jamais attaquer frontalement le système qui fait que certaines personnes ont besoin d'aide alimentaire pour survivre.

Bien-sûr, il ne s'agit pas ici de dénigrer le travail que font de manière sincère et dévouée de nombreuses organisations qui, quotidiennement, aident des millions de personnes à ne pas sombrer dans la misère absolue. Il ne s'agit pas non plus de remettre en cause toute la bonne volonté avec laquelle chaque jour des milliers de bénévoles s'activent pour faire vivre ces associations. Il s'agit encore moins de mettre toutes les organisations de charité dans le même sac, car il y a bien évidemment de grandes différences entre les clubs de bourgeois qui s'achètent une conscience comme le Rotary et les organisations animées par des bénévoles qui pour certains connaissent ou ont connu la précarité, comme Les Restos du Coeur ou le Secours Populaire. Cependant, il est nécessaire d'identifier la ligne de démarcation qui sépare ce qui relève de l'humanitaire, de la charité, et ce qui relève de l'action politique révolutionnaire, car si la première aide à la survie quotidienne de nombreuses personnes, la seconde permet de créer une réelle unité de classe qui est décisive dans la lutte révolutionnaire pour renverser définitivement le système capitaliste. En effet, même si il est évident que les associations de charité comme Les Restos du Coeur sont traversées par la lutte des classes, elles refusent catégoriquement de politiser leur activité et par conséquent de transformer la simple charité en activisme, en solidarité de classe.

La classe capitaliste tolère et même encourage l'existence d'organisations humanitaires qui travaillent à compenser les



dégâts causés par le mode de production capitaliste. Si les dons aux associations reconnues d'utilité publique sont déductibles des impôts, c'est bien pour inciter les gens à faire des dons à ces associations. Si l'État subventionne à hauteur de millions d'euros des associations humanitaires, c'est bien car l'État s'appuie sur ces associations pour permettre à la population de survivre au quotidien. Cette survie quotidienne permet deux choses à la classe au pouvoir : la reproduction de la force de travail du prolétariat (un ouvrier qui ne peut pas se nourrir correctement ou se loger sera moins productif) et le maintien d'une relative paix sociale. En effet, il est évident que sans ces associations, des millions de personnes sombreraient dans une situation catastrophique, ne pourraient plus se nourrir, se soigner, se loger, s'habiller, ce qui provoquerait probablement des révoltes que l'État capitaliste veut absolument éviter.

Alors, quand on est révolutionnaire, il ne reste que deux options : attendre cyniquement que la pauvreté monte en espérant que cela accélère les révoltes ou construire la solidarité populaire sur des bases de classe afin de poser les fondations d'un mouvement révolutionnaire conséquent.

La première option n'en est en réalité pas une. Espérer que les conditions de vie des masses populaires empirent afin de créer des révoltes est un mode de pensée déconnecté des réalités des masses : il faut

vraiment être à l'abri de la misère pour espérer qu'elle augmente. Il faut vraiment ne jamais avoir connu la pauvreté pour espérer que des gens sombrent dedans. De plus, considérer que la révolution ne sera que le fruit des conjonctures sociales est un mode de pensée hasardeux et défaitiste. Lorsqu'on est révolutionnaire, on milite pour les intérêts des masses populaires, on doit contribuer à construire au quotidien un mouvement révolutionnaire de grande ampleur, et il est inconcevable de souhaiter que les masses populaires souffrent encore plus qu'elles ne souffrent déjà, comme il est inconcevable de ne pas avoir de stratégie révolutionnaire et de simplement attendre patiemment que les révoltes se produisent au gré de la conjoncture socio-économique.

Dans ce contexte, la solidarité populaire apparaît comme la seule alternative à la charité humanitaire, elle est un moyen de créer une unité de classe, elle est un moyen de répandre les idées révolutionnaires, elle est un moyen pour le prolétariat de se réapproprier les structures d'entraide. C'est ce que font par exemple les Jeunes Révolutionnaires lorsqu'ils organisent des récoltes et distributions alimentaires à Saint-Étienne et Lyon, lorsqu'ils mettent en place des ateliers de couture et de distributions de masques contre le Covid-19 à Aubervilliers ou encore lorsqu'ils distribuent du gel hydroalcoolique à Caen et Nantes. Ainsi, la solidarité populaire s'oppose frontalement à la fausse générosité des bourgeois.

Le prolétariat n'a pas besoin que les millionnaires du Rotary Club lui fassent l'aumône. Les prolétaires ne veulent pas être des « pauvres » condamnés à être « aidés » toute leur vie par des exploitateurs qui cherchent à se donner bonne conscience. La solidarité populaire, au contraire de la charité humanitaire, permet de relever la tête, de sortir de cette situation de « personne recevant de l'aide », elle donne de la dignité, de la confiance et de la conscience de classe, elle brise la division entre l'aïdant et l'aïdé pour permettre à chaque habitant d'un quartier, à

chaque ouvrier d'une usine, de prendre part à un vaste mouvement de solidarité de classe.

Lorsque la solidarité populaire, sur des bases révolutionnaires, prend de l'ampleur, elle permet également, sur le long terme, de poser les bases d'une future société débarrassée de l'exploitation capitaliste. C'est ce que font les révolutionnaires de la New People's Army aux Philippines, ou ceux de la Ligue des Paysans Pauvres au Brésil lorsqu'ils posent les bases d'un nouveau mode de produc-

tion et de distribution dans les territoires qu'ils contrôlent.

Ainsi, là où la charité humanitaire envisage une situation comme figée, considère que « il y aura toujours des pauvres et des riches, alors il faut aider les pauvres », la solidarité populaire se construit comme une première étape d'un mouvement révolutionnaire visant à totalement renverser le système capitaliste qui produit des riches en petite quantité et des pauvres par milliards.

multiples actions des Jeunes Révolutionnaires pour la libération de Georges Abdallah

Du 15 au 22 juin avait lieu la semaine internationale de lutte pour la libération de Georges Abdallah. Enfermé depuis 1984 dans les prisons de l'État français pour avoir lutté en faveur de la libération de la Palestine, Georges Abdallah est le plus

vieux prisonnier politique de France. Chaque année a lieu à Paris une grande manifestation pour exiger sa libération. Cette année, en raison de la crise du Covid-19, la manifestation a été remplacée par une semaine d'action au cours de

laquelle partout au sein de l'État français, des militants ont agi pour soutenir notre camarade. Les Jeunes Révolutionnaires ont été particulièrement actifs au cours de cette semaine d'actions.





Hasan Ataş, de la TIKKO, est tombé en Turquie

Nous traduisons cette brève du site Redspark.nu

Selon les médias progressistes turcs, dans la nuit du 2 juin, un affrontement entre les unités spéciales anti-terroristes de la gendarmerie et l'Armée de libération des paysans et des travailleurs de Turquie (TIKKO) a conduit au martyr de Hasan Ataş.

L'affrontement s'est produit près du village de Hacibirim, dans le district d'Ovacik, dans la province de Dersim. Selon les informations actuellement disponibles, l'opération des unités spéciales de la gendarmerie est toujours en cours, et au moins quatre habitants du village de Büyükkaya (situé près de la zone des affrontements) ont été arrêtés. Hier soir, trois d'entre eux ont été libérés après avoir fait des déclarations au commandant de la gendarmerie locale, tandis qu'un autre est resté en détention. Les villageois libérés ont déclaré que les gendarmes les avaient menacés.

Entre-temps, une déclaration officielle a été publiée par le bureau du gouverneur de Dersim, affirmant que le guérillero Hasan Ataş a été tué lors d'un bombardement mené par l'armée de l'air turque



suite à un balayage de la zone par un drone.

Cependant, des sources locales affirment que cette déclaration ne corrobore pas avec ce qui s'est réellement passé, d'autant plus que la zone était très nuageuse cette nuit-là, et que les conditions n'étaient donc pas propices à l'utilisation de drones pour marquer les cibles de bombardement.

Hier après-midi, les médias progressistes ont annoncé que le corps de Hasan Ataş a été transporté à la morgue du médecin légiste de la ville de Malatya, située à en-

viron 250 kilomètres du lieu du martyr. Le corps sera remis à ses proches dès qu'il aura été identifié. Hasan Ataş est né dans le village d'Otlukaya (Pulan), district de Mazgirt, province de Dersim, et la famille souhaite l'enterrer dans sa ville natale.

C'est le premier affrontement entre les combattants de la TIKKO et les forces réactionnaires turques ayant abouti au martyr d'un camarade depuis août 2018, lorsque cinq combattants sont tombés lors d'un affrontement avec des unités de l'armée dans les montagnes de Mercan, dans le district d'Ovacik, province de Dersim.

L'Armée Française parle de guerre symétrique dans la prochaine décennie

Le général Thierry Burkhard, chef d'état-major de l'armée Française depuis juillet 2019, s'est exprimé pour la première fois devant la presse. Il a parlé de son plan pour dix ans. Et pour lui, c'est la fin de la guérilla, de l'insurrection et de la guerre asymétrique. Place, maintenant, à la guerre « Etat contre Etat », la guerre symétrique. Il parle ouvertement d'engagements « durs » contre la Russie, contre la Chine en particulier. Il ne mentionne pas les USA, mais il est évident que, hégémonique, il est forcément un concurrent à l'impérialisme Français. Et une alliance sera-t-elle toujours préférable à une opposition ? Rien n'est moins sûr.

Il faut voir dans tout cela une direction générale de la crise de l'impérialisme. Le monde va vers la guerre. La crise générale du capitalisme s'exprime dans la crise économique. Et la crise se métamorphose en guerre. Il faut revenir à la source. Le profit réalisé sur le dos des prolétaires se convertit en capital qui s'accumule. Et on se retrouve avec trop de capital. Il faut donc l'exporter, le mettre dans des pays dominés, où l'on peut extraire les ressources et les richesses pour le profit de la métropole. C'est le cas, pour la France, des Balkans, d'une grande partie du Maghreb ou de l'Afrique Noire. Mais quand la crise se profile, les différents Etats Impérialistes sont poussés à se bat-

tre pour élargir leur territoire, continuer à exporter du capital sur-accumulé et conquérir de nouveaux marchés.

En ce sens, le monde capitaliste marche vers la guerre, sans cesse. La multiplication des opérations extérieures nous le confirme. Et le général Burkhard en fait, lui même, la démonstration : il faut plus de chars, plus de canons, plus de soldats formés et entraînés, une meilleure organisation opérationnelle. On n'est plus dans le déploiement de moyens de dissuasions, mais dans la création d'une force opérationnelle. D'ailleurs, Burkhard lui-même est un ancien para, proche du terrain.

Selon la bourgeoisie, « tout le monde », en France, aime l'armée. On apprécie, généralement, les militaires sympathiques, les soldats venus du peuple et armés pour le protéger. On a tous un cousin, un oncle, un membre de la famille, un homme ou une femme, engagé dans l'armée. Et pourtant, le camp du peuple n'est pas celui de « La France ». Le monde n'a pas besoin de guerre. Il n'y a pas de « grand méchant » voulant agresser le pacifique peuple Français. Il y a des impérialistes qui veulent se repartager le monde.

Mais dans les médias de masse, les contradictions sont exacerbées. Contre le péril de la domination Chinoise, contre l'Allemagne qui dirigerait l'UE contre la France opprimée, contre la Russie qui manigancerait dans son coin... La propagande n'est pas plus fine que celle qu'on nous présente à l'école lorsque l'on parle de la première ou de la seconde guerre mondiale.

Seule la classe ouvrière peut stopper la guerre. C'est elle qui produit les armes, les blindés, les avions ; c'est elle qui produit de quoi nourrir les armées ; c'est elle qui assure la logistique de guerre.

On ne peut faire la guerre sans la classe ouvrière. C'est elle qui fait tourner le pays. Mais la classe ouvrière n'est, au mieux, pas organisée, au pire, tombée dans les filets du Front National, un des principaux partis de la guerre et de la mobili-

tion possible de la vie sur terre ; guerre mondiale. Tout nous pousse à penser que les désastres vont s'accumuler. Et rien ne nous laisse le loisir de prendre du temps. Les ouvriers et les révolutionnaires conscients doivent absolument s'organiser



sation autour de l'armée et de la police. Chacun doit en prendre conscience : le monde va à une triple catastrophe. Crise économique, probablement pire qu'en 1929 ; crise écologique, avec une destruc-

tion autour du Front Uni, construire une grande organisation de la classe ouvrière, sans quoi nous allons vers la catastrophe !

Etats Unis : une révolte prolétarienne et anti-raciste

Actuellement, aux USA, une immense révolte s'est mise en branle contre le racisme, contre les conditions d'existence des personnes afro-américaines. Les masses prolétariennes afro-américaines se sont levées et se sont affrontés avec les forces de répression de manière massive et déterminée. Des attaques quasi militaires des forces de police ont eu lieu. La révolte, est, d'abord, contre le racisme. Mais il faut la comprendre dans un contexte plus large. La classe ouvrière étatsunienne a toujours été largement multiculturelle. En son centre, le prolétariat noir travaille dans les usines automobiles, la santé, la restauration, le bâtiment... Les travailleurs noirs de l'automobile ont longtemps été à l'avant garde de la lutte de classes.

C'est une chose importante : les noirs sont au cœur de la classe ouvrière et de la production. Les quartiers noirs sont composés de prolétaires pauvres, travaillant dans des emplois difficiles et mal payés. Ils sont écrasés au quotidien par l'impérialisme. Un chiffre intéressant, c'est la baisse récurrente du nombre de noirs ayant fait des études supérieures

et du pourcentage de noirs à la fac. Un autre, c'est la hausse du revenu du travail des femmes, un revenu ouvrier ou employé, faisant passer un certain nombre de familles noirs dans une pseudo "classe moyenne". On voit ici la division du travail : les noirs sont prolétaires.

Mais ce n'est pas simplement le racisme des flics. Le racisme, c'est le fait d'avoir, au cœur de la division du travail, un groupe ethnique réduit aux travaux les plus durs et les moins bien payés. Tout cela produit une superstructure raciste, des flics aux patrons, en passant par l'administration ou au comportement des blancs.

Mais, en tant que noir, c'est une révolte d'une fraction du prolétariat. Il ne s'agit pas d'une insurrection nationale, mais d'une insurrection ouvrière, de la fraction noire du prolétariat. Dans les émeutes, suivant les villes, il peut y avoir une majorité de blancs et de latinos face aux noirs. La police est l'ennemie de toutes les masses populaires et dans les zones urbaines, les autres communautés ont pu se joindre à la révolte. Car si les ouvriers

noirs sont au cœur de la classe ouvrière, ils peuvent entraîner le reste de la classe ouvrière. On a vu de très nombreux travailleurs de la santé des états les plus touchés dans les manifestations.

Il y a donc un double aspect à la révolte. Un aspect prolétarien, et un aspect nationaliste. Les prolétaires noirs américains se lever contre le racisme, de manière autonome et indépendante. Il ne peut y avoir d'unité prolétarienne sans une large révolte antiraciste, car le racisme resterait un tabou et le chauvinisme briderait l'expression des noirs américains. Mais, autour de cette large révolte, il y a la possibilité d'une unité de classe contre l'impérialisme. Même les petites entreprises noires sont liées à la classe ouvrière : les entreprises tenues par des noirs représentaient, en 1982, 0.16% des revenus de toutes les entreprises !

En ce sens, les discours post modernistes ne sont pas internes à la révolte mais extérieurs. La petite bourgeoisie noire américaine tente de retirer le caractère prolétarien de la révolte pour se placer au

niveau de la petite bourgeoisie blanche. Le mouvement prolétarien n'est pas assez fort pour attirer la petite bourgeoisie à lui et la diriger, c'est donc l'inverse qui se produit. La petite bourgeoisie tente de réduire le racisme à l'aspect individuel, culturel, et d'évacuer totalement la question de la production et du travail, de la division du travail.

Le concept de White Privilege du nationaliste noir W.E.B Du Bois a été vidé de sa substance ; et réduit à des attitudes individuelles que l'on peut subir ou non, alors qu'à la base, il s'agit du traitement des prolétaires noirs et des prolétaires blancs, de leur identité sociale, de leur rapport au monde et au racisme. Là où W.E.B Du Bois voit une clef de la compréhension

de l'impérialisme et de la société américaine, le terme est utilisé pour tenter d'individualiser les problèmes et de les sortir de leur contexte, permettant à des marques comme Nike de se placer de manière opportuniste, où à la gauche bourgeoise de récupérer de manière électorale.

Ainsi, la révolte est celle d'une fraction du prolétariat, contre l'oppression rac-



iste et contre l'exploitation par le capitalisme, dans un contexte de grave crise économique. Il ne peut pas y avoir d'unité du prolétariat sans reconnaissance du racisme, et il ne peut y avoir de reconnaissance du racisme sans soulèvement.

Le prolétariat brésilien

Nous continuons à traduire cette série d'articles de nos camarades du site Redspark sur le Brésil.

Aujourd'hui, on estime qu'environ 90 % de la population brésilienne vit dans ce que l'État considère comme des villes, avec 17 villes de plus d'un million d'habitants chacune. L'exode rural qui a commencé dans les années 60 ne s'est accéléré qu'après la fin du régime militaire en 1985. Cet article décrit la formation du prolétariat brésilien et son évolution jusqu'à l'époque actuelle.

1. Esclaves, migrants et prolétaires

L'esclavage au Brésil a été instauré au début de la colonisation portugaise en 1500 et a duré jusqu'en 1888, un an avant la formation de la première République brésilienne. À cette époque, on estime à 1,5 million le nombre d'esclaves qui sont devenus la principale source de formation de la classe prolétarienne, puisqu'ils travaillaient déjà dans les usines et les chantiers de construction de grands projets tels que la construction des premiers chemins de fer, des transports urbains de masse et du système électrique à partir des années 1850.

Par conséquent, l'abolition de l'esclavage (appelée "loi d'or") n'a pas eu d'impact sur l'économie du Brésil, et a fourni les premiers travailleurs dont le nombre croissant d'usines avait besoin. Le nombre d'usines a rapidement augmenté, passant de 600 en 1889, à 7 000 en 1914 et à



plus de 13 000 en 1920. Une autre source de formation du prolétariat a été les migrants, principalement italiens et espagnols, qui ont commencé à arriver dans le pays depuis le milieu du XIXe siècle et qui sont arrivés au Brésil au début du XXe siècle.

Les premières grèves et embryons de syndicats remontent au milieu du XIXe siècle, mais le mouvement ouvrier s'est réellement développé après 1917, lorsqu'une grève générale contre l'augmentation des prix des denrées alimentaires et du carburant a paralysé l'industrie du pays. Plus tard, deux événements ont fortement influencé le mouvement ouvrier : les nouvelles de la révolution russe et la formation du Parti communiste du Brésil (PCB) en mars 1920.

Le passé anarco-sindicaliste de la majorité de ses fondateurs a conduit le PCB à analyser l'« industrialisme contre l'agrarisme » comme la principale contradiction du pays. Il en résulta la fausse idée que l'impérialisme britannique, qui était basé dans le latifundio, était contre l'industrialisation et que l'impérialisme nord-américain était plus favorable. Dans son plan politique, le PCB a adopté la ligne opportuniste de propagande électorale du BOC (Bloc ouvrier et paysan). Après les critiques du Comintern, le parti abandonna cette ligne et formula le front uni anti-impérialiste et antifasciste, en promouvant l'activité syndicale de classe avec laquelle il obtiendrait le soutien de la majorité des principaux syndicats de l'époque (dockers, cheminots, mineurs et tisserands). La Grande Dépression a eu un impact sur l'économie fragile et a ag-

gravé la crise politique de la république des oligarchies rurales. Cela a créé des conditions qui ont conduit à un mouvement armé dirigé par Vargas (ancien ministre de l'économie du gouvernement et candidat battu aux élections) qui a pris le pouvoir et a installé un régime fasciste corporatiste pendant quinze ans. Le PCB a mobilisé les syndicats contre ce régime en un front uni antifasciste dans le cadre du Tenentismo (soldats rebelles), ainsi que la petite et moyenne bourgeoisie. Cependant, les paysans n'ont pas été mobilisés, ce qui a conduit à la défaite du Soulèvement populaire en 1935.

Le régime Vargas a adopté une série de réformes, comme la journée de travail de huit heures et la reconnaissance légale des syndicats, et a créé un ministre du Travail, dans le but de corporatiser les masses et de préparer le terrain pour le développement du capitalisme bureaucratique au Brésil. Certains des syndicats les plus combattifs ont été fondés au cours de ces années, notamment le Syndicat des travailleurs de la construction civile de Belo Horizonte (STIC-BH) en 1933.

Le régime Vargas a réussi à diviser le mouvement ouvrier entre les syndicats "modérés" (c'est-à-dire jaunes), qui collaboraient avec le ministre du travail, et les "communistes", qui ont vu beaucoup de leurs dirigeants arrêtés. Après la fin de la Seconde Guerre mondiale, Vargas a été renversé par un coup d'État militaire et le général Eurico Dutra, un homme de confiance des États-Unis, a été élu président. Bien que le ministre du travail ait continué à jouer le même rôle, les syndicats sont devenus plus indépendants, permettant au PCB de jouer un rôle plus important dans leur radicalisation, ce qui a conduit à une intensification de la lutte des travailleurs et des paysans. Les tentatives de réforme du régime avec une nouvelle constitution en 1946 n'ont rien changé à la structure corporative de l'État. L'échec de la politique économique du régime a accentué les contradictions entre les fractions de la grande bourgeoisie et des propriétaires terriens et entre ces derniers et les masses. Le résultat a été le rétablissement de Vargas à la présidence aux élections de 1951 en tant que président "démocratiquement" élu, avec un discours populiste et nationaliste.

Plutôt que d'essayer d'écraser ouvertement le mouvement ouvrier par la répression, le régime de Vargas a adopté une tactique consistant à essayer de coopter

et de pacifier ses dirigeants par une série de réformes et de programmes "populaires" visant la nationalisation et le monopole d'État du pétrole et de l'électricité. Le PCB a défendu la tactique du régime et a mobilisé les syndicats dans la campagne populaire pro-Vargas. Mais le principal instrument de Vargas pour coopter les masses a été le pari sur son ministre du Travail Joao Goulart, un représentant de la bourgeoisie nationale de son Parti. L'une des réformes a consisté à doubler le salaire minimum, qui est passé de 1 200 à 2 400 cruzeiros en 1954. Bien que cette réforme ait été présentée comme une mesure révolutionnaire, il s'agissait en fait d'un ajustement à la forte inflation que le cruzeiro avait connue depuis les années 1950.

En 1958, la lutte révolutionnaire au Brésil a été influencée par le changement de stratégie du PCB vers la droite, vers la ligne de "transition pacifique" de Khrouchtchev et la défense de la théorie des forces productives. Cela a conduit à une scission entre les révisionnistes et les révolutionnaires en 1962. Alors que les campagnes sont restées en grande partie entre les mains des révolutionnaires qui ont radicalisé le mouvement paysan en réintroduisant l'idée de la nécessité de la lutte armée, les villes sont restées entre les mains du PCB révisionniste. Leur changement de stratégie a conduit à la pacification du mouvement ouvrier puisque le PCB se concentrait principalement sur la voie de la légalisation du parti.

Le coup d'État militaire de 1964 a eu lieu principalement parce que les impérialistes et les classes dominantes craignaient la résistance et l'opposition croissantes

dans les campagnes. Ce fut un coup direct porté aux Ligues paysannes qui préparaient la lutte paysanne pour la terre par la lutte armée. Le régime militaire a brutalement réprimé les organisations révolutionnaires et démocratiques en arrêtant, torturant, assassinant et faisant disparaître des centaines de combattants. L'État a interdit les manifestations et le droit de grève des organisations. Dans le cadre de la lutte ouvrière, la direction révolutionnaire n'a réussi à organiser que deux grèves qui étaient pourtant des grèves importantes contre le régime militaire fasciste en 1968 : la grève de l'usine sidérurgique Cobrasma à Osasco-SP et la grève de l'usine sidérurgique Mannesmann à Contagem-MG, qui a obligé le gouvernement à augmenter les salaires de tous les travailleurs de 10%.

2. Nouveau syndicalisme et nouveaux opportunistes

En raison des régimes populistes et principalement des actions de Goulart, le ministre du travail de Vargas, le syndicalisme au Brésil a toujours été dépendant de l'agenda politique du gouvernement. Avec le coup d'État militaire de 1964 qui a destituer Goulart, le régime militaire a interdit le droit de grève, mais comme il a commencé à s'affaiblir à la fin des années 70, cette mesure est devenue de plus en plus difficile à appliquer. Un décret a été promulgué en août 1978 qui a finalement autorisé le droit de grève, à condition que ces grèves n'incluent pas de "secteurs essentiels", et qu'elles soient non violentes, non politiques et non idéologiques. Ce décret prévoyait la possibilité de réquisitionner la direction des syndicats par le biais d'élections et de renforcer la lutte pour le droit d'organisation syndicale et



la fin du contrôle par le ministre du travail.

Entre 1978 et 1982, des grèves ont éclaté dans tout le Brésil, les travailleurs réclamant de meilleurs salaires, une réduction du chômage et la "redémocratisation", frustrant la lutte pour le renversement révolutionnaire du régime fasciste. La chute du régime militaire est due à l'incapacité de son gouvernement à résoudre ses problèmes économiques (inflation galopante, récession et chômage), ce qui a divisé politiquement les classes dominantes et a accentué la lutte interne au sein du régime, ainsi que la protestation croissante du peuple. De nouveaux acteurs politiques sont apparus à cette époque, chacun essayant de profiter des grèves pour former la base de masse de leurs futurs partis politiques.

Prenant la tête des grèves en gagnant les travailleurs avec des promesses réformistes, les différents acteurs politiques ont limité les grèves aux limites du décret d'août 1978 ; ils étaient conscients que le régime connaissait leur rôle et pouvait les réprimer s'ils allaient trop loin. En général, leur rôle était de pacifier les masses au moment précis où les conditions générales étaient mûres pour faire avancer la lutte.

Mais ce n'était pas le cas dans toutes les grèves. En mai 1979, les travailleurs se sont mis en grève à l'usine sidérurgique Mannesmann, une usine allemande de 14 000 travailleurs située dans le centre industriel de la région métropolitaine de Contagem, à Belo Horizonte-MG. Cette grève a été organisée par un groupe d'ouvriers révolutionnaires de diverses professions dans une nouvelle formation appelée Marreta (Marteau de forgeron). Bien que la grève ait été réprimée, elle a permis de brandir la bannière du renversement révolutionnaire du régime militaire. En quelques jours, le même groupe a mobilisé les travailleurs de la construction civile dans une grève de plus de 40 000 ouvriers à Belo Horizonte, une grève qui a été connue sous le nom de "Révolte des maçons", qui a commencé par des revendications générales. Ces grèves, ainsi que celle des enseignants de l'enseignement public dans l'État, se sont rapidement étendues à toutes les autres professions. Pendant la grève des ouvriers du bâtiment, l'ouvrier Orocílio Martins Gonçalves a été assassiné par la police. Enragé, les masses ont balayé les troupes répressives de l'État du centre ville. Fi-

nalement, la rébellion a contrôlé tout le centre de la capitale de l'état. Désespérées, les classes dominantes et les autorités du régime militaire ont payé des syndicalistes domestiqués pour diviser les masses et mettre fin à la grève. Luiz Inácio, Lula, était le principal dirigeant, disant qu'il y avait des groupes d'agitateurs professionnels qui essayaient de profiter des travailleurs. Ses manœuvres ont conduit à la division et à la défaite économique de la grève.

La grève des ouvriers de la métallurgie Mannesmann a duré huit jours et celle des ouvriers de la construction civile cinq jours. Ces grèves ont servi de leçon de formation pour les ouvriers de Belo Horizonte ; ce furent des luttes de classe combattives qui ont résonné auprès des masses populaires et ont servi à politiser des centaines de nouveaux militants ouvriers dans les rangs révolutionnaires de Marreta. En particulier, les ouvriers de la construction civile ont réussi à reprendre le syndicat en expulsant le patron et les agents du régime militaire.

De 1981 à 1983, une série de réunions nationales ont été organisées afin de former une confédération nationale pour unir

syndicats qui luttent pour l'unité sur une ligne de classe reconstruisent la Confédération générale des travailleurs (CGT). Marreta a participé à la Confédération générale des travailleurs (CGT) afin de faire avancer une ligne révolutionnaire, en remportant de nombreux syndicats comme l'Union des conducteurs de transport de passagers en 1990.

Mais la situation dans le pays exigeait de continuer à progresser et les contradictions au sein de la CGT ont conduit à de nombreuses scissions. Comme la lutte dans les campagnes devenait de plus en plus violente, notamment avec la lutte en Rondônia et la bataille de Santa Elina, les discussions sur la formation d'une organisation de classe ont donné naissance à la Ligue des travailleurs et des paysans (LOC) le 2 septembre 1995. La LOC a été une force décisive pour mobiliser les syndicats de travailleurs dans les villes afin de soutenir les paysans dans leur lutte pour la terre. Avec le développement du mouvement paysan, la LOC s'est séparée en deux organisations alliées : la LO (Ligue des Travailleurs) et la LCP (Ligue des Paysans Pauvres).

3. Rompre avec les vieilles idées



les différents syndicats sous la nouvelle direction qui a émergé dans tout le pays après tant de grèves. Cependant, le congrès de plus de 10.000 délégués de tout le pays, a été divisé par l'opportunisme des syndicalistes formés dans les institutions yankees (IIADESIL, de l'AFL-CIO) avec Lula à leur tête, ainsi que des organisations trotskystes, et des secteurs de l'église catholique. Ils quittent le Congrès et créent la Centrale unie des travailleurs (CUT) en août 1983. La majorité des

La formation de LO n'était pas simplement une question de rupture avec une organisation pour en construire une identique avec une direction "non corrompue". Il était nécessaire non seulement de se débarrasser des opportunistes, mais aussi de se débarrasser des vieilles idées et concepts de lutte qui étaient profondément ancrés dans le mouvement ouvrier.

Outre les grèves pour de meilleures conditions de travail telles que la sécurité

sur les lieux de travail, ils ont identifié la nécessité de construire une alliance avec les paysans, considérés comme la principale force de la révolution dans leur pays semi-féodal et semi-colonial. Alors que la direction de la CUT/CGT (et d'autres qui ont émergé de nouvelles scissions comme Força Sindical) n'avait aucun intérêt dans cette lutte, considérée comme trop éloignée des villes et sans pertinence, la LO a envoyé ses membres pour renforcer et soutenir la résistance chaque fois que cela était possible.

De plus, la LO a vu l'importance non seulement de la lutte sur le lieu de travail, mais aussi au lieu de résidence des travailleurs. Parce que la Ligue avait une base solide de travailleurs de la construction civile, elle a pu répondre à un besoin direct de la population : le logement. En 1995, un quartier de Belo Horizonte a été construit à partir de la lutte acharnée pour la saisie des terres et nommé "Vila Corumbiara" en l'honneur de la lutte de Santa Elina. En 1999, un autre quartier appelé "Vila Bandeira Vermelha" a été construit à Betim, une ville située dans la banlieue de Belo Horizonte.

Ces deux initiatives ont été réprimées par les autorités locales. Tout comme la lutte de Vila Corumbiara à Belo Horizonte a été réprimée par le maire du PT, Patrus Ananias, à Betim, la répression a été ordonnée par le maire Jesus Lima, également membre du PT, et a conduit à la résistance de plusieurs mois contre les tentatives d'expulsion de la police militaire, où deux travailleurs (Elder et Erionides) ont été assassinés.

Alors que la LO construisait des maisons pour servir le peuple, le PT est devenu hégémonique au sein de la CUT et en a fait un instrument au service exclusif de ses ambitions électorales. Les années 1990 marquent le triomphe du "néo-libéralisme" au Brésil, apporté comme "solution" aux différentes crises que traversait le pays. Lors de sa campagne électorale de 2002, Lula a dénoncé les "banquiers" et le FMI comme étant la cause de l'inflation et a promis de refuser de payer la dette extérieure à moins qu'un audit minutieux ne soit effectué pour en ajuster le montant. Cependant, cette promesse inquiétait les investisseurs impérialistes, et Lula était conscient qu'il ne pouvait pas gagner les élections sans leur soutien, il a donc publié une lettre ouverte déclarant qu'il n'annulerait aucun des traités inégaux une fois élu. Sans surprise, Lula

a été élu.

Lula a tenu ses promesses : aucun des traités inégaux n'a été annulé, pas même les accords du FMI qui l'obligeait à payer la totalité de sa dette extérieure, y compris les intérêts exorbitants qu'elle produisait. Pour rendre cela possible, il a déclaré que des mesures d'austérité étaient nécessaires : quelques mois après le début de son mandat, Lula a présenté des "réformes du travail" concernant la sécurité sociale et la retraite des fonctionnaires, avec la régularisation du travail temporaire et le "pejotização" (dérivé de PJ, signifiant Personne Légale, une forme de contrat dans lequel l'employeur engage le travailleur comme prestataire de services sans droits légaux des travailleurs), les rendant inaccessibles aux plus pauvres. Le mouvement ouvrier avait toutes les raisons de protester contre les réformes, car ses membres étaient les plus touchés, mais la CUT a appelé à les calmer, en assurant à ses membres que les réformes n'étaient que des "mesures temporaires" pour rembourser la dette nationale afin de devenir plus rapidement indépendants du Fonds Monétaire International (FMI).

Ce type de tactique a permis à Lula de rester au pouvoir de 2003 jusqu'à la fin de son deuxième mandat en 2010. Les "partenariats public-privé", l'introduction de nouvelles agroentreprises et de grandes multinationales et le pillage accru des ressources naturelles sont autant de mesures censées aider l'économie brésilienne à se développer. Alors qu'avant son élection, Lula avait fait des discours enthousiastes sur le fait que ce type de croissance ne profitait qu'à l'impérialisme, après son entrée en fonction, ils ont soudain montré que c'était désormais la voie à suivre pour rendre le Brésil indépendant.

La LO a poursuivi sa lutte durant ces années. En 2003, elle a appelé à des manifestations pour protester contre les "réformes du gouvernement Lula-FMI", et a été rejointe par des travailleurs de base d'autres syndicats qui n'ont pas cru à l'illusion de la "nécessité de mesures temporaires". Pendant le mandat de Lula (2003-2010) et de sa successeur Dilma Rousseff (2010-2016), la LO a appelé à de nombreuses manifestations pour protester contre les différentes réformes du gouvernement opportuniste, qui ont fait descendre des milliers de personnes dans les rues des grandes villes (par exemple, les grandes manifestations de 2006, 2007

et 2008 dans la capitale).

La LO a organisé des grèves militantes, comme l'appel à des grèves générales, qui ont été abandonnées à la fin des grèves dans les années 70. Le Mouvement de classe des travailleurs de l'éducation (MOCLATE), un syndicat allié à la LO, a également initié des occupations d'écoles, transformant les écoles en assemblées populaires avec les parents des élèves et d'autres secteurs de la communauté pour discuter des problèmes sociaux et combattre les opportunistes qui ont utilisé les grèves pour promouvoir des candidats aux élections suivantes.

La recherche de la croissance économique a valu au PT le soutien de la petite bourgeoisie et des classes dominantes, mais elle l'a rendu de moins en moins populaire aux yeux des ouvriers et des paysans au fil des ans. En appliquant les programmes de "politiques compensatoires" prescrits par la Banque mondiale, les programmes d'« assistance » et la corporatisation des masses misérables, comme la "Bolsa Família" et l'accès au crédit facile, ils ont obtenu le soutien de certaines de ces masses. Grâce à leurs ruses, ils ont réussi à occulter temporairement, pour certains, la grave crise économique du capitalisme bureaucratique. Cependant, en juin 2013, de violentes protestations ont explosé dans les capitales et les plus grandes villes du pays contre les sièges du pouvoir exécutif, les bureaux de la législation, le pouvoir judiciaire, les agences bancaires, les arrestations et les procédures. Les manifestations se sont poursuivies jusqu'en 2014.

L'impérialisme nord-américain, avec ses généraux aux commandes des forces armées réactionnaires, a vu dans ces manifestations en cours un danger de révolution potentielle et a lancé une offensive contre-révolutionnaire préventive contre le soulèvement des masses. Ils ont lancé l'« opération Lava-Jato » contre la corruption en profitant des scandales de l'administration du PT. Lorsque la crise a explosé en récession et en chômage, la lutte entre les fractions de la classe dirigeante s'est aggravée et le PT a été écarté avec la destitution de Dilma. Les crises politiques et morales de tout l'ancien système politique se sont aggravées, et les "politiciens" et les institutions de l'ancien État ont perdu leur crédibilité et leur légitimité, ce qui a conduit les masses à boycotter plus que jamais les fausses élections. Le peuple brésilien a vu qu'au cours



des 40 dernières années, la domination des gouvernements de tous les partis officiels signifie qu'ils font tout de même partie des classes exploitées.

Le scandale de la corruption et la destitution de Dilma Rousseff en 2015 ont marqué la fin de la confiance des masses dans le PT, avec une impopularité et une absence de confiance record dans le gouvernement (estimée à 9 %). Lors des élections suivantes, beaucoup ont vu le fasciste Bolsonaro comme le "moindre mal".

4. Bolsonaro a récolté ce que Lula a semé

En décembre 2015, alors que la direction du syndicat cooptée par les gouvernements opportunistes s'était engagée sans succès à appeler les travailleurs à manifester contre l'impeachment, la LO a organisé des réunions entre différents syndicats combattifs. Cette première étape dans l'appel à une unité plus large a été particulièrement importante après l'élection de Bolsonaro, dans la lutte pour une grève générale de la résistance nationale contre ses "réformes" dictées par l'impérialisme yankee et pour la défense de l'éducation publique et gratuite, combinée à la lutte des paysans pauvres contre l'expulsion et les nouvelles saisies de terres.

Contrairement à Lula/Rousseff, Bolsonaro n'a pas caché son programme, qui va plus loin que celui du PT : moins d'interventionnisme de l'État dans l'économie, moins d'impôts (pour les riches), plus de privatisations. Ce n'est pas une "rupture" par rapport à la politique du gou-

vernement du PT ; cela n'aurait pas été possible sans les réformes Lula/Rousseff.

En juin 2019, une grève générale a paralysé le pays, avec une estimation de 45 millions de grévistes. Cette grève contestait les mesures du gouvernement Bolsonaro – principalement la réforme des retraites qui a fait passer l'âge de la retraite de 60 à 62 ans dans les villes et de 55 à 60 ans dans les campagnes, ainsi que les coupes dans l'éducation. La Ligue a participé et dirigé ces grèves dans certaines villes comme Belo Horizonte.

Les plans de Bolsonaro pour le Brésil sont la militarisation et l'interdiction des luttes populaires, tant dans les villes qu'à la campagne, et sa vente aux impérialistes. Après plus d'un an de gouvernement, Bolsonaro s'est révélé être un vantard fasciste qui rêve de ressusciter le régime militaire. Cependant, le contrôle du gouvernement est en réalité assuré par les gé-



néraux militaires qui mènent l'offensive contre-révolutionnaire et concentrent le pouvoir dans l'exécutif. Ils le font par le biais de réformes de la constitution actuelle, car ils craignent que l'installation directe d'un régime militaire que souhaite Bolsonaro ne soit désastreuse et ne conduise à un front opposé. Une forte résistance contre son régime ne sera possible qu'avec l'unité des ouvriers et des paysans : celle de la ligne de la Ligue des travailleurs depuis sa fondation.

Références

Sources révolutionnaires

- Viva os 39 anos da "Revolta dos Pedreiros" de 1979 em Belo Horizonte!, STIC-BH, 2018
- 78 anos de fundacao de Sindicato, Viva os 22 anos da retomada pelos operarios da Marreta, Marreta, 2011
- Propostas de Organizacao do Trabalho Sindical, Marreta
- Problemas da historia do Partido Comunista do Brasil, August 2016

Autres sources

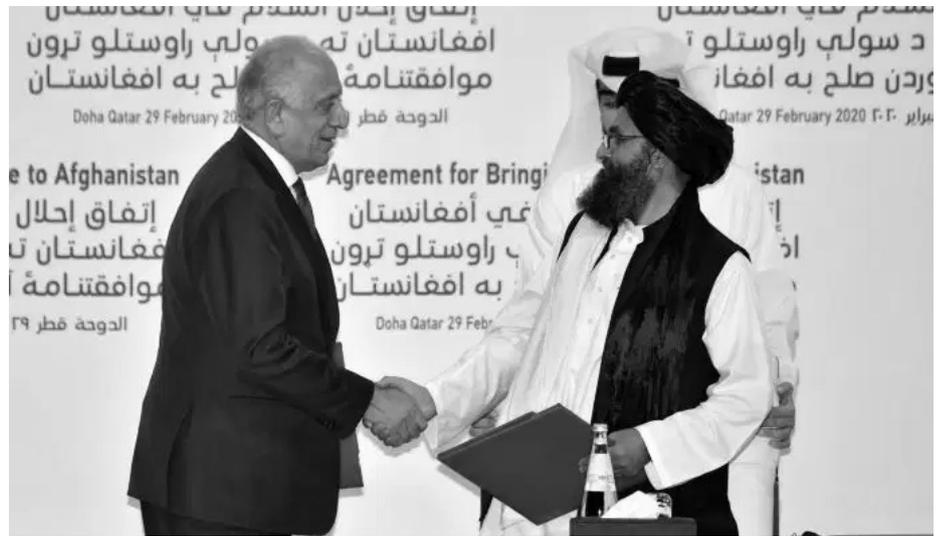
- L'économie brésilienne, la croissance et le développement, Werner Baer, 2008
- Travail et dictature au Brésil : Une revue historiographique, Paulo Fontes, Larissa R. Correa, 2018
- Les syndicats et les performances économiques des établissements brésiliens, 2002
- Rapport sur les tendances de la main-d'œuvre étrangère – Brésil, Département Américain du Travail, 2002

Depuis l'accord USA-Talibans: la redivision impérialiste de l'Asie du Sud

Le 29 février 2020, les États-Unis ont réussi à signer un accord de paix conditionnel avec les Talibans qui permettrait aux États-Unis de retirer leurs soldats et mercenaires du pays tout en essayant de ne pas laisser l'Afghanistan tomber dans les mains de ses concurrents impérialistes. Pourtant, l'accord est seulement entre les États-Unis et les Talibans et il reste encore à réaliser un accord « intra-Afghan » entre le régime de Ghani à Kaboul et les Talibans. Puisque l'immense majorité de cette guerre se déroule entre l'armée Afghane et les Talibans, peu a changé sur le terrain avec le nouvel accord. Les États-Unis ont même redémarré les frappes aériennes en soutien de l'armée. De plus, Abdullah Abdullah continue à contester les résultats de l'élection présidentielle récente et a formé son propre gouvernement en réponse. La prochaine étape des négociations entre le régime et les Talibans est déjà enlisée à cause de la réticence du régime de Ghani à libérer des prisonniers Talibans en respect de l'accord, mais quel que soit le résultat, il suivra une intensification du conflit dans le pays.

Pour résumer, les éléments essentiels de l'accord sont les suivants :

- Retrait de tous soldats étrangers dans le pays (incluant les mercenaires et soldats de pays alliés aux États-Unis) dans les 14 mois.
- Les Talibans n'accueilleraient aucun groupe terroriste hostile envers les États-Unis, y compris l'offre de refuge légal (visas, passeports, etc.)
- Les deux premiers éléments sont dépendants l'un de l'autre ; l'un n'aura pas lieu sans l'autre.
- Les Talibans doivent mettre en oeuvre un cessez-le-feu permanent avec le régime Afghane pour débiter les négociations « intra-Afghans ».
- En tant que mesure de confiance pour démarrer les négociations « intra-Afghans », le régime de Kaboul doit libérer 5000 prisonniers en échange de 1000



prisonniers détenus par les Talibans.

- Révision de toutes sanctions étatsuniennes contre les Talibans avec le but de les lever.
- Reviser les listes des personnes recherchées contre les militants Talibans avec le but de les enlever des listes.

Depuis les premières phases de cette guerre de bientôt 20 ans, les gouvernements de Ghani et de son prédécesseur Karzai ont tenté à plusieurs reprises de mettre en place un accord de paix avec les Talibans, mais les États-Unis ne se sont pas engagés avant l'arrivée du Président Trump. La faillite et le gaspillage de la guerre et la nécessité de sortir les troupes de l'Afghanistan était un point essentiel de la rhétorique « America First » de la campagne électorale de Trump. Pourtant, cet accord avec les Talibans arrive vers la fin du premier mandat présidentiel de Trump. Bien que le moment choisi sert bien la prochaine campagne électorale de Trump, les raisons pour l'évolution de cette longue guerre sont beaucoup plus profondes et datent de bien avant l'invasion impérialiste étatsunienne en 2001. Depuis plus que deux ans il se passe dans la région un changement de stratégie des grandes puissances impérialistes et ce dernier accord est un événement clé dans cette transformation. Les acteurs principaux sont la Chine, la Russie et bien évidemment les États-Unis. Ces grandes puissances impérialistes sont

entraînés de rediviser l'Asie du Sud en impliquant l'Inde, le Pakistan et l'Iran dans leur intérêt pour contrôler l'Afghanistan.

Il devient de plus en plus important de contrôler l'Afghanistan pour deux raisons : premièrement, l'importance géostratégique du pays, et deuxièmement, ses réserves énormes de ressources inexploitées. L'histoire moderne de l'Afghanistan est une histoire de lutte contre la domination impérialiste sans arrêt. L'Afghanistan est un des rares pays non-impérialistes à ne jamais avoir été colonisé avec succès. Pendant le 19^{ème} siècle et le début du 20^{ème} siècle, les peuples de l'Afghanistan ont humiliés par les armées britanniques et n'ont jamais permis l'empire Russe à prendre le contrôle non plus. Entre 1919 et 1929, le roi Amanullah, inspiré par l'Occident, a essayé brusquement de séculariser et moderniser le pays sur un modèle européen, mais il finira en exil. En 1973, Mohammed Daoud Khan, membre de la famille royale, réalise un coup d'État pour établir la République de l'Afghanistan et s'autoproclame le Président avec le soutien de l'URSS et avec le parti communiste Parcham à son côté. Suivant la distanciation de Daoud avec l'URSS, il y a un autre coup d'État par le « People's Democratic Party of Afghanistan » (PDPA) en 1978. Le PDPA pro-Soviétique s'attaque au système féodal et annule les dettes et les prêts paysans pour réaliser la réforme agraire. Pourtant, le nouveau régime ne réussit pas à stabiliser son contrôle du pays. Depuis le sud, les

impérialistes Étatsuniens et Britanniques cherchent à déstabiliser l'État via le Pakistan en finançant, entraînant, et armant les guérillas moudjahidines. Partant du nord, l'URSS social-impérialiste occupe le pays vers la fin de 1979 pour tenir le pays sous leur contrôle. Aux deux côtés, l'Iran et la Chine social-impérialiste agissent aussi pour déstabiliser le régime du PDPA avec le but d'affaiblir l'URSS. Pendant toute cette histoire, la richesse des ressources naturelles afghanes n'a jamais été exploitée de manière importante, que ce soit par des impérialistes ou par les afghans eux-mêmes. Les capacités industrielles pour les exploiter n'ont jamais été développées, notamment en raison du recul vers le féodalisme le plus arriéré sous le régime Taliban. Pour les grandes puissances impérialistes, l'Afghanistan est un grand coffre au trésor bien garni. Ceci est mis en évidence par l'intérêt croissant de la Chine pour l'Afghanistan.

Prétendument avec l'aide d'un pot-de-vein de 30 millions de dollars au ministre des mines, la société nationale chinoise « Metallurgical Group Corporation » a obtenu un contrat de 30 ans pour la mine de Mes Aynak en novembre 2007. La mine donne accès à la deuxième plus grande réserve de cuivre au monde avec une valeur estimée de plus de 90 milliards de dollars. En décembre 2011, l'Afghanistan a signé son premier contrat international d'exploration et d'exploitation pétrolière avec le « China National Petroleum Corporation ». La Chine a obtenu un contrat de 25 ans dans la région du bassin Amu Darya pour un investissement de 3 milliards de dollars. Il est estimé que le bassin contient une réserve de plus de 1,6 milliard de barils de pétrole brut. De plus, il est estimé que les réserves dans les provinces de Balkh et Jawzjan contiennent 3,5 milliard de barils de pétrole brut.

Toutefois, c'est l'importance géopolitique de l'Afghanistan qui précipite l'intérêt des impérialistes de manière si urgente. Le Nord du pays est à la frontière de l'influence Russe en Asie centrale. À l'Est

il y a une courte frontière avec la province chinoise du Xinjiang. Au Sud il y a le Pakistan, qui est en conflit permanent avec son grand voisin l'Inde. Finalement, à l'Ouest il y a l'Iran. Avec les États-Unis qui occupent le pays depuis 2001, l'Afghanistan est le carrefour de luttes inter-impérialistes dans le monde.

Les États-Unis

Depuis leur intervention indirecte en Afghanistan contre l'occupation soviétique et le régime du PDPA, les États-Unis ont compris l'Afghanistan comme un axe stratégique pour leur influence impérialiste



en Asie du Sud. Après le retrait de l'URSS de l'Afghanistan et la victoire finale des Talibans, l'Afghanistan est tombé sous l'influence directe du Pakistan, qui a été central dans le développement concret des Talibans. À leur tour, le Pakistan est devenu dépendant du soutien économique et militaire des États-Unis pendant dix ans en tant qu'arrière-pays pour la guerre en Afghanistan contre l'URSS. Après la fin de cette guerre, l'importance du Pakistan pour les États-Unis est diminuée pendant que le social-impérialisme Chinois a continué de s'étendre. Aujourd'hui, les grands prêts et investissements et les acquisitions d'équipements militaires viennent principalement de la Chine. Le niveau d'investissement de la Chine est sans précédent dans l'histoire du Pakistan. Cela est exemplifié par l'immense projet Chinois du « China-Pakistan Economic Corridor » qui connecte la frontière occidentale de la Chine à la mer d'Arabie pour le transport commercial. La Chine a lentement pris le dessus des États-Unis au Pakistan. Par conséquent, les États-Unis ont perdu le contrôle de leur moyen établi d'influencer

l'Afghanistan. La situation est devenue très ironique et embarrassante pour les impérialistes étatsuniens. Les Talibans, dont le développement était financé par les États-Unis pour servir leurs intérêts dans la région, est devenu l'obstacle principal à une occupation réussie du pays. Après 19 ans de guerre, les Talibans contrôlent environ 60 % du pays. Ils ont effectivement gagné la guerre contre les États-Unis et ses alliés, ce qui leur permet de négocier des termes aussi favorables dans le retrait des États-Unis. La distanciation du Pakistan, la montée de la Chine et la victoire stratégique des Talibans ont écrasé les efforts de l'impérialisme étatsunien en Afghanistan et en Asie du Sud. Les États-Unis n'ont aucun autre choix que de réinventer leur présence en Asie du Sud avec leur dernier ami dans la région : l'Inde.

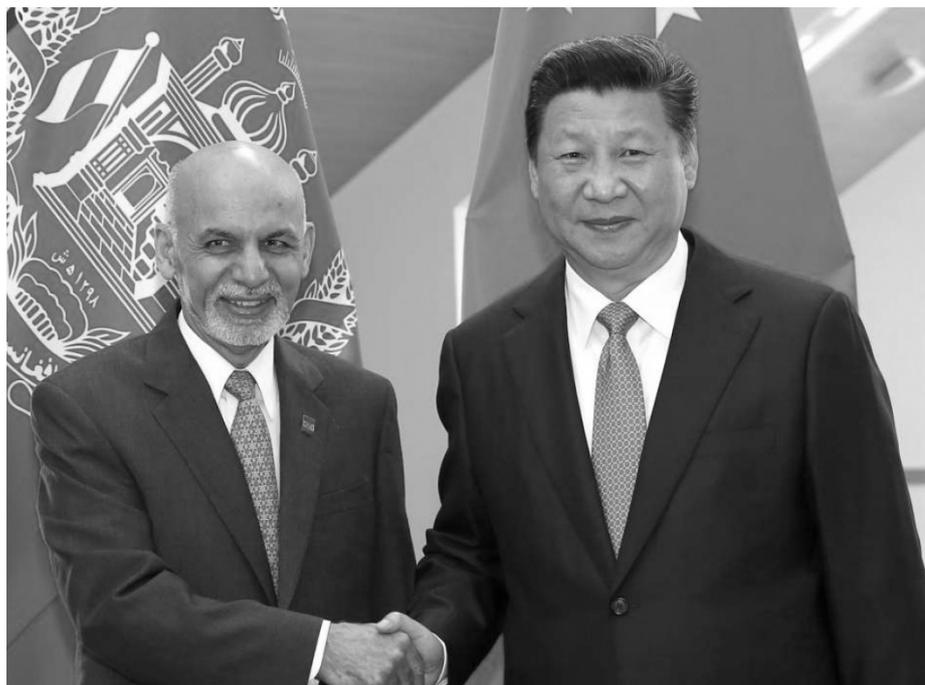
Depuis l'occupation étatsunienne en 2001, l'Inde

a pris un rôle de plus en plus important en Afghanistan. Aucun pays en Asie du Sud a investi tant dans l'Afghanistan que l'Inde avec plus que deux milliards de dollars. Aujourd'hui, l'Inde a un intérêt commun avec les États-Unis à agir contre la Chine et le Pakistan, mais elle n'est pas suffisamment développée pour affronter la Chine toute seule sur tous les plans. Pour l'Inde, l'essor économique de la Chine représente une menace pour l'accès aux ressources, aux marchés et aux routes de transport dans la région. Ces deux économies à forte croissance ont tout intérêt à exploiter les ressources de ce pays tout proche. En octobre 2011, l'Inde a signé le « Strategic Partnership Agreement » avec le gouvernement Afghan de Karzai. Cet accord prévoyait le rôle de l'Inde en Afghanistan après le retrait des troupes internationales attendu en 2014. L'Inde avait accepté une responsabilité centrale pour le soutien des forces de sécurité et aussi le développement social du pays. Le mois suivant la signature de l'accord, un consortium d'entreprises indiennes dirigé par la Steel Authority of India a remporté un contrat de 10,8 mil-

liards de dollars pour l'extraction de trois des cinq blocs des gisements de minerai de fer de Hajigak, l'une des plus grandes ressources inexploitées en Asie.

En outre, la soumission du Pakistan à l'impérialisme chinois a étendu la portée du conflit entre le Pakistan et l'Inde afin d'impliquer directement tous les acteurs importants de la région. L'Afghanistan est au centre des stratégies géopolitiques de ces deux pays et celui qui réussit à prendre le dessus en Afghanistan réussirait à mettre l'autre sur la touche au niveau commercial. Le plan de l'Inde est le « North-South Transport Corridor » et le développement du port de Chahbahar en Iran. Le « North-South Transport Corridor » est un réseau de voies maritimes, ferroviaires et routières de 7,200 km qui sert à connecter l'Inde à l'Asie occidentale, l'Europe et la Russie en connectant l'Océan Indien avec le golfe Persique et la mer Caspienne. Le port de Chahbahar est un aspect central de ce plan et tire l'Iran du côté de l'Inde.

En mai 2016, l'Inde, l'Iran et l'Afghanistan



ont signé un mémorandum d'entente pour construire un couloir de commerce et de transit international à travers l'Afghanistan, qui inclut une ligne ferroviaire irano-indienne de Hajigak au port de Chahbahar. De plus, l'autoroute Zaranj-Delaram de 215 km dans la province afghane Sud de Nimroz a été construite en 2009 pour connecter le Sud de l'Afghanistan à Chahbahar. L'autoroute permet aussi de connecter les routes commerciales entre l'Asie centrale et l'Asie du Sud tout en contournant le Pakistan. La

ligne ferroviaire partant de Hjjgak a le même objectif stratégique : de transporter le minerai de fer Afghan et permettre l'importation de produits Indiens en évitant complètement le Pakistan. Cette stratégie ne sert pas seulement à voler l'arrière-cour du Pakistan. Plus important encore, elle sert comme une alternative pour concurrencer le projet de réseau de transport de la Chine dans la région, dans laquelle le Pakistan et l'Afghanistan sont essentiels. Bien que les États-Unis ne peuvent pas s'engager à long terme dans une alliance indirecte avec l'Iran, ces manœuvres font que l'Inde est un allié indispensable pour repousser la Chine en Asie du Sud, tout pendant que l'Inde reste dépendante principalement des capitaux étatsuniens.

La Chine

L'ennemi commun de l'alliance USA-Inde menace les puissances impérialistes établies en continuant à étendre son propre réseau de transport eurasiatique : la Nouvelle route de la soie. Le but de ce projet énorme est d'ouvrir des routes de

transport pour le commerce chinois hors de portée des États impérialistes concurrents. Le réseau ouvre des voies maritimes, ferroviaires et routières alternatives en coupant des nouveaux chemins et en construisant des nouveaux ports dans les pays peu développés de l'Asie et au-delà. La stratégie d'offrir des prêts concurrents et des projets d'investissements de proportion sans précédent ont apporté au social-impérialisme chinois des victoires stratégiques importantes en Asie du Sud. L'exemple en est donné par la domination

chinoise du Pakistan. Le « China-Pakistan Economic Corridor » et la construction et développement continu du port de Gwadar représente l'investissement le plus important dans l'histoire de ce pays semi-féodal. Ces projets sont clés dans la Nouvelle route de la soie puisqu'elle connecte directement la frontière occidentale de la Chine avec le Pakistan et à la mer d'Arabie. Le port de Chahbahar de l'alliance Inde-Iran sert en partie à contrer cette stratégie commerciale chinoise pour que l'Inde et l'Iran puissent avoir leur propre accès à l'Afghanistan, indépendant de la Chine, et pour isoler et affaiblir le Pakistan le plus possible.

Par les connexions maritimes pour accéder aux ressources et marchés afghans, la concurrence entre ces deux blocs est établie. Cependant, la direction de l'Afghanistan entre eux n'est toujours pas déterminée. Comme l'Inde, la Chine continue à investir massivement dans l'exploitation des ressources naturelles et un projet de réseau de transport dans ce pays avec l'espoir de le dominer un jour. La Chine a l'avantage d'avoir le Pakistan de son côté. Même si le Pakistan n'a jamais été aussi isolé, c'est toujours l'arrière pays des Talibans, qui contrôlent majoritairement l'Afghanistan. Le régime militaire du Pakistan a des liens profonds avec les Talibans datant de la guerre contre les soviétiques en Afghanistan qui peuvent être utilisés dans l'intérêt de la Chine. De plus, il serait difficile pour l'Inde de concurrencer le niveau d'investissement d'un grand pays impérialiste tel que la Chine. Déjà en septembre 2016, la première ligne de train de marchandises entre la Chine et l'Afghanistan a été complétée. Le « Sino-Afghan Special Railway Transportation » construite par Qin Geng Industrial Co. Ltd de la Chine et le Watan Group de l'Afghanistan, connecte le nord de l'Afghanistan à la Chine en traversant le Kazakhstan et l'Ouzbékistan. En janvier 2017, le China Road and Bridge Corporation a signé un contrat de 205 millions de dollars pour la construction du projet de route « Dare-e-Sof-Yakawlang », qui est la deuxième des trois phases du « National North-South Corridor » en Afghanistan. En novembre 2017, la Chine a réussi à faire signer un accord pour la construction du « Lapis Lazuli Corridor » qui devrait traverser l'Afghanistan, le Turkménistan, la mer Caspienne, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et finalement la Turquie pour accéder à la mer Méditerranée et l'Europe.

Si l'Inde veut garder son pied en Afghanistan, elle aura besoin du soutien financier des États-Unis. Pourtant, la première puissance impérialiste au monde n'est pas limitée à ses grands moyens financiers pour contrer la Chine. L'expansion du social-impérialisme chinois est devenue assez importante pour que les États-Unis ciblent la Chine avec des guerres par procuration dans les zones les plus importantes et vulnérables. Depuis le retrait de l'Etat Islamique vers 2017, l'organisation djihadiste a commencé à regrouper ses forces dans la province de Jowzjan au Nord de l'Afghanistan. Par coïncidence, le début de l'extraction du pétrole brut par les Chinois dans cette région a été perturbée par des attaques de groupes armés. En 2017, l'ex-président Karzai, en critiquant l'utilisation de la présence militaire étatsunienne pour des buts géopolitiques qui ne servent pas le bien de l'Afghanistan, a parlé d'une histoire de rapports cohérents sur des militants de l'Etat Islamique qui se font transporter à travers le Nord de l'Afghanistan dans des hélicoptères étrangers non marqués. Cela est particulièrement curieux puisque l'espace aérien afghan est sous la surveillance des États-Unis. Quoiqu'il en soit, la présence de l'Etat Islamique en Afghanistan perturbe une des régions les plus importantes du pays pour la Chine. Un problème beaucoup plus important pour la Chine est les activités du Parti islamique du Turkestan (PIT) dans le mouvement d'indépendance ouïghour dans la province chinoise occidentale du Xinjiang. Cette organisation islamiste a réussi à devenir la plus grande menace interne pour la Chine en déstabilisant la partie de la Chine qui sert à accéder à l'Asie centrale et du Sud. Basé historiquement en Afghanistan, le PIT est actif dans plusieurs pays, de la Chine jusqu'à la Syrie. Jusqu'à aujourd'hui, il n'est pas possible de constater avec certitude le rôle des États-Unis par rapport au PIT, mais les impérialistes étatsuniens ont une longue histoire d'instrumentalisation des organisations islamistes pour promouvoir de la déstabilisation là où ça sert leurs intérêts stratégiques, tel que dans la dernière guerre en Afghanistan et plus récemment en Syrie.

En réponse à cette déstabilisation, la Chine développe un rôle encore plus important en Afghanistan. Depuis 2016, la Chine fournit l'armée afghane avec de l'équipement militaire et en août 2016, le « Quadrilateral Cooperation and Coordination

Mechanism in Counter Terrorism » était lancé en Urumqi, la capitale du Xinjiang. L'initiative « antiterroriste » réunit les armées de l'Afghanistan, la Chine, le Pakistan et le Tadjikistan. En début 2017, des patrouilles régulières de l'armée chinoise ont été signalées dans le nord-est de l'Afghanistan. En Décembre 2017, la Chine a réussi à faire adhérer l'Afghanistan et le Pakistan à un accord contre le terrorisme au Xinjiang et spécifiquement contre le PIT. Tout cela aboutit au début d'une guerre par procuration entre les États-Unis et la Chine sur le sol afghan.

La Russie

Bien que la Russie a soutenu l'occupation étatsunienne de l'Afghanistan en 2001, la direction stratégique de l'impérialisme russe a évolué énormément depuis cette époque. Pour la Russie, la déstabilisation de l'Ukraine et la Syrie sponsorisée par les États-Unis dans le dernier décennie représente un empiètement inacceptable dans la sphère de l'impérialisme russe. En réponse, l'annexion russe de la Crimée et la participation militaire ouverte de la Russie en Syrie ont exposé les tensions entre ces deux pays impérialistes. Depuis la guerre en Ukraine, l'OTAN ne peut plus utiliser le territoire russe pour approvisionner leurs forces d'occupation. Cela sert l'intérêt russe le plus urgent par rapport à l'Afghanistan : que les États-Unis et l'OTAN s'éloignent le plus possible de la frontière Russe pour éviter des scénarios de déstabilisation en Asie centrale telle que la Russie a récemment subi en Ukraine et en Syrie ou ce que la Chine commence à subir à travers sa frontière avec l'Afghanistan.

L'histoire de l'Etat Islamique a été un choc important pour l'impérialisme russe et l'a mené à une nouvelle approche pour l'Afghanistan. L'expansion rapide de l'Etat Islamique en Syrie était sans précédent et a mené au déploiement de la force aérienne russe pour assurer la survie du régime Syrien soumis à l'impérialisme russe. En décembre 2016, l'ambassadeur russe en Afghanistan, Alexander Mantyskiy, a annoncé que la Russie est en contact avec les Talibans pour protéger ces citoyens. En décembre 2017, Mantyskiy a dit devant le sénat afghan que la Russie et les Talibans partagent un intérêt commun dans la lutte contre l'Etat Islamique et que l'organisation djihadiste veut s'étendre dans la Russie, la Chine et en Asie central. Il a aussi critiqué la fail-

lite des États-Unis et de l'OTAN à combattre le terrorisme dans le pays depuis qu'ils l'ont occupé en 2001. La Russie est particulièrement concernée avec la situation depuis que le nord de l'Afghanistan est devenu un centre de regroupement de l'Etat Islamique suivant la perte de leurs vastes zones en Syrie et en Iraq. La Russie aujourd'hui voit les Talibans comme un instrument pour la lutte contre ce qui reste de l'Etat Islamique, proposant même en avril 2017 de servir en tant que médiateur dans des pourparlers de paix entre le gouvernement afghan et les Talibans.

Au-delà de l'Afghanistan, les relations de la Russie avec le Pakistan se sont transformées aussi. En juin 2014, la Russie a levé une interdiction de longue date sur les ventes d'armes au Pakistan, suivant le passage de l'Inde vers les armes occidentales. En octobre 2015, les deux pays ont signé un contrat de 25 ans pour la construction du gazoduc nord-sud de 1 100 kilomètres qui connecte Lahore dans le nord-est avec Karachi dans le sud. Le contrat suivait l'abandon du gazoduc Iran-Pakistan à cause de la pression étatsunienne et saoudienne. Le pays d'environ 215 millions d'habitants représente un marché énorme pour le secteur d'énergie russe, qui est au centre de ses exportations. En septembre 2016, la Russie et le Pakistan ont organisé leur tout premier exercice militaire conjoint, nommé « Friendship 2016 ». Cela a mené à l'accès russe au port de Gwadar pour ses exportations et à prendre un rôle dans le projet du « China-Pakistan Economic Corridor ». Depuis ce rapprochement historique, la Russie, le Pakistan et la Chine ont commencé en décembre 2016 des consultations trilatérales sur l'Afghanistan. La nouvelle stratégie Russe en Afghanistan a mené la Russie à se rapprocher avec le Pakistan et, par conséquent, à s'aligner avec la stratégie chinoise en Asie du Sud.

Un autre allié important de la Russie en Afghanistan est Abdullah Abdullah et son gouvernement afghan contestataire. Suivant sa perte de l'élection de 2019, Abdullah les a dénoncé comme frauduleuses et a formé un gouvernement parallèle avec lui comme président pour contester le gouvernement reconnu de Ghani. Le 23 mars 2020, les États-Unis ont retiré 1 milliard de dollars d'aide étrangère avec la menace de retirer plus si les deux gouvernements ne parviennent pas à une solution. Pendant que les États-Unis souhaitent que toutes les conditions

permettent le succès de leur accord avec les Talibans, la Russie a beaucoup à gagner avec la contestation d'Abdullah. La connexion russe avec cette figure politique afghane importante date des années suivant le retrait de l'occupation soviétique et l'effondrement de l'ancien Etat afghan contre les Talibans. Pendant cette période de guerre civile, les anciens moudjahidines anti-Talibans ont créé un bastion de résistance anti-Taliban dans le nord du pays officialisé comme « l'Alliance du nord ». L'Alliance du nord était le premier partenaire de la Russie post-soviétique contre les Talibans en Afghanistan et Abdullah était son ministre des affaires étrangères. Si elle réussit, la manœuvre récente d'Abdullah pourrait augmenter la représentation de l'impérialisme russe dans le gouvernement afghan. Le premier mai 2020, Ghani et Abdullah sont parvenus à un accord provisoire. Selon cet accord, Abdullah mènerait les pourparlers de paix avec les Talibans tout en obtenant une part de 50 % du gouvernement, y compris plusieurs postes importants pour ses alliés.

Les nouveaux blocs impérialistes

Une longue chaîne complexe de facteurs, au sein duquel l'Afghanistan est l'axe central, met les impérialistes dans des nouvelles positions imprévues. Les circonstances ont créé une alliance entre la Chine et la Russie avec le Pakistan, qui sert de pays clé pour réaliser leurs intérêts en Afghanistan. Cependant, les États-Unis doivent mettre tout leur poids derrière l'Inde pour influencer l'Afghanistan après le retrait de leurs forces d'occupation. Les impérialistes étatsuniens vont bénéficier de la rivalité historique entre le Pakistan et l'Inde en soutenant l'Inde, ce qui porte atteinte aux intérêts de l'impérialisme chinois et russe. De plus, la mesure dans laquelle les États-Unis vont vraiment re-

tirer leur présence militaire directe en Afghanistan est incertaine et ils sont toujours en moyen de mobiliser des groupes armés islamistes dans la région pour attaquer les points stratégiques de leurs rivaux.

Ce nouveau arrangement impérialiste démontre plusieurs faiblesses. Premièrement, le Pakistan n'est pas un partenaire particulièrement fiable. L'économie du pays est en état catastrophique, ce qui pousse le Pakistan à demander de l'aide chez presque n'importe qui, que ce soit la Chine où les institutions au service de l'impérialisme étatsunien, tel que le FMI ou la Banque mondiale. L'aspect le plus important de l'État pakistanais est le rôle de l'armée. L'État est un régime militaire à peine voilé sous lequel plus de la moitié du budget national finit dans les poches de son armée parasitaire. Comme la Chine l'a très bien démontré, la loyauté du Pakistan s'achète et le Pakistan suit n'importe qui, qui remplit les poches des commandants de l'armée pakistanaise tout en empêchant le pays de s'effondrer complètement.

Les États-Unis cherchent à exploiter le rôle avantageux de l'Inde en Afghanistan et le transformer en acteur de l'impérialisme étatsunien en Asie du Sud et au-delà, mais cela serait compliqué puisque l'Iran est un partenaire essentiel pour la stratégie Indienne actuelle. Si les États-Unis intensifient leurs attaques économiques contre l'Iran ou décident d'attaquer le pays militairement, ils vont indirectement saboter leur straté-

gie pour l'Afghanistan et l'Asie du Sud, tout en poussant l'Iran encore plus vers la Chine.

Le développement de la situation à long terme est difficile à prévoir. A cause du refus du gouvernement afghan de libérer les prisonniers Talibans comme promis par les États-Unis dans l'accord avec les Talibans, les négociations « intra-Afghans » n'ont même pas commencé. En tout cas, les Talibans deviendront la force dominante dans le gouvernement Afghan à venir et la lutte inter-impérialiste qui se concentre sur l'Afghanistan va s'intéresser à gagner la faveur du nouveau gouvernement des Talibans. Ceux qui ont été récemment présentés comme parmi les terroristes les plus maléfiques au monde deviendront soudainement des chefs d'État respectés qui serreront leurs mains avec Trump, Xi Jinping, Poutine, Merkel et Macron. Comme avant, le peuple afghan va continuer à être dégradé dans des conditions semblables au moyen-âge, pendant que les richesses de leur pays se font exporter pour les profits des grandes multinationales qui nourrissent la bête de l'impérialisme. C'est comme ça que la roue de l'impérialisme tourne : toujours en écrasant les masses opprimées entre ses cycles sanglants de division et redivision du monde.



abonnement/contact

Le Comité de Rédaction de la Cause du Peuple se dote d'une adresse mail publique.

Pour publier un de vos articles, billets d'humeur, courrier des lecteurs, production artistique, texte ou événement, il suffit d'envoyer un mail au Comité de Rédaction à l'adresse suivante : lacausedupeuple@protonmail.com

Vous avez des talents informatiques ou rédactionnels ou vous souhaitez diffuser la Cause du Peuple dans votre quartier, sur votre lieu de travail ou à vos proches ? Contactez nous à lacausedupeuple@protonmail.com !

Ensemble, créons enfin un média populaire qui touche tous les domaines de la vie sociale !

Vous pouvez aussi nous soutenir :

★ **Abonnez-vous !**

(20€ = 1 an—ou plus pour soutenir)

lacausedupeuple@protonmail.com
causedupeuple.info